

**Les adhérents du Parti Communiste
Français en 1997**

∞ ∞

Enquête

François PLATONE et Jean RANGER

Directeurs de recherche au CNRS

Juin 2000

PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE.....	4
CARACTÉRISTIQUES DES ADHÉRENTS DU PCF (ÉCHANTILLON NATIONAL).....	8
1 - La localisation des adhérents du Parti communiste.....	9
2 - Les générations partisans.....	12
3 - La structure démographique : l'âge et le sexe.....	13
4 - Statut social des adhérents : actifs et inactifs.....	16
5 - La composition socio-professionnelle.....	18
PRATIQUES ET OPINIONS DES ADHÉRENTS (RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE).....	23
I – PRATIQUES MILITANTES.....	26
1 – L'appartenance au parti.....	26
2 – Responsabilités et candidatures.....	27
3 – Lectures.....	32
4 – Engagements extra partisans.....	36
Syndicats.....	36
Autres organisations.....	38
Intensité de l'engagement militant.....	40
II – LE REGARD DES COMMUNISTES SUR LEUR PARTI.....	43
1 – L'image du parti.....	43
2 – L'appréciation de la « mutation ».....	48
3 – L'expression publique des divergences.....	56
III – RÉFÉRENCES IDÉOLOGIQUES ET OPINIONS POLITIQUES.....	58
1 – Les thèmes fondateurs de l'identité communiste.....	58
2 – Le bilan des régimes socialistes en Europe de l'Est.....	61
3 – Opinions politiques.....	64
Le fonctionnement de la démocratie.....	64
Le rôle de l'État.....	65
L'Europe.....	66
L'immigration.....	67
4 – Attitudes politiques et culturelles.....	68
Le libéralisme culturel.....	68
La confiance dans l'intelligence et dans l'action.....	71
La dimension gauche-droite.....	73

<i>IV – LES COMMUNISTES ET LEUR ENVIRONNEMENT</i>	76
1 – <i>L'appréciation des autres partis</i>	76
2 – <i>L'appréciation des pays étrangers</i>	83
<i>CONCLUSION</i>	91
<i>ANNEXES : RÉSULTATS D'ENSEMBLE</i>	92
<i>L'ÉCHANTILLON NATIONAL D'ADHÉRENTS</i>	93
<i>LES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE</i>	104

PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE

En 1979, à un moment où le Parti communiste français revendiquait 702 864 adhérents, chiffre très exagéré mais qui reflétait néanmoins une situation où les effectifs étaient à leur apogée au regard des trois dernières décennies, nous avons effectué une étude sur les caractéristiques des adhérents du PCF, à partir des informations fournies par les questionnaires (conçus par l'administration du parti) figurant sur les talons des cartes d'adhésion. L'étude portait sur un échantillon de 6143 adhérents, à peu près représentatifs de la population nationale des communistes. Elle concernait uniquement les caractéristiques objectives des militants, relatives à l'état civil, au cadre de vie, au statut professionnel et à la situation dans le parti. Elle n'apportait, faute de données, aucune information sur les opinions des communistes. Les principaux résultats en avaient été publiés dans la revue *Communisme*¹.

Près de vingt ans plus tard, il nous a semblé opportun d'entreprendre une recherche analogue, et si possible plus ambitieuse, sur les membres du PCF, après les bouleversements qui ont affecté l'univers communiste, et au moment où le parti est engagé dans un indiscutable processus de mutation, pour reprendre le terme en usage dans le parti, destiné à enrayer le déclin qui l'a frappé au cours des deux dernières décennies.

¹ PLATONE F., « Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979 », *Communisme* (7), 1985, pp. 31-64.

Si nous avons conservé l'idée de procéder dans un premier temps, comme en 1979, à une description sociographique de cette population partisane, à partir des informations fournies par les talons des cartes d'adhésion, nous avons souhaité compléter cette approche par l'administration d'un questionnaire, élaboré par nous-mêmes, aux adhérents appartenant à l'échantillon ayant fourni les talons exploités dans la première phase. Ce questionnaire, assez bref (27 questions) – et même trop bref à notre gré, puisqu'il n'a pas été possible d'y introduire des questions relatives à la socialisation des militants ou à leur appréciation de la participation gouvernementale par exemple – comporte des questions portant sur les pratiques militantes et la perception du PCF, sur les valeurs et l'univers idéologique des adhérents, et sur l'identification sociale de ces derniers.

Les premiers contacts avec la direction nationale du PCF, qui nous a apporté un soutien sans réserve², ont eu lieu en septembre 1997. Le questionnaire et les documents explicatifs l'accompagnant – lettre de présentation de l'enquête par nous-mêmes et lettre de la direction nationale du parti encourageant les adhérents à y répondre – ont été mis au point d'octobre 1997 à janvier 1998. La procédure de constitution de l'échantillon (objectif 6000 adhérents représentant 2% des effectifs officiels de l'époque) a commencé en février 1998. Elle a consisté à demander aux responsables de toutes les fédérations départementales de prélever de façon

² Nous remercions de leur concours les responsables et collaborateurs du Comité national du PCF qui ont facilité et suivi notre entreprise, en particulier M. Pierre Blotin, Mme Dany Conte, Mme Brigitte Dionnet, M. Jean-Paul Magnon et Mme Marie-Pierre Vieu.

aléatoire un certain nombre de talons de carte d'adhésion, proportionnellement aux effectifs de chaque fédération. 80 fédérations sur 96 ont répondu à la demande³, la diversité et la distribution sur le territoire des fédérations défaillantes n'étant pas de nature à compromettre la représentativité approximative de l'échantillon. Celui-ci a finalement compté 5075 adhérents, auxquels a été transmis, par l'intermédiaire des fédérations, entre la fin du mois de mars et la mi-juin 1998, le questionnaire (anonyme) à remplir et à renvoyer au CEVIPOF au moyen d'une enveloppe pré-affranchie.

Les derniers retours de questionnaires ont été enregistrés à la fin du mois de juillet 1998. Au total, 1038 questionnaires exploitables, provenant de 75 départements⁴, ont été renvoyés par les adhérents, soit un taux de réponse de 20%, très honorable pour une enquête postale ordinaire, mais un peu décevant en l'occurrence, compte tenu de la nature de la population visée (présumée plus motivée que la moyenne) et de l'appui apporté par la direction du parti.

Le codage et la saisie, évidemment anonyme, des données⁵ ont été effectués à l'automne 1998, et l'exploitation a commencé au début de 1999.

³ Les départements pour lesquels les talons n'ont pu être obtenus sont l'Aisne, les Alpes-de-Haute-Provence, la Corse-du-Sud, la Haute-Corse, l'Hérault, la Loire, la Lozère, la Manche, la Mayenne, la Meuse, le Bas-Rhin, la Sarthe, la Savoie, la Somme, le Tarn-et-Garonne, le Vaucluse.

⁴ Peut-être en raison de défaillances dans l'acheminement des questionnaires, aucun questionnaire n'a été renvoyé des cinq départements suivants : Ardennes, Cher, Jura, Lot, Haute-Vienne.

⁵ Nous avons nous-mêmes effectué le codage des réponses. La préparation, l'exploitation et l'édition de l'enquête ont bénéficié du concours de nos collègues du

Les résultats présentés ci-après portent sur l'ensemble des tris « à plat », c'est-à-dire des distributions élémentaires des réponses, dont on trouvera, en annexe, la reproduction intégrale.

CARACTÉRISTIQUES DES ADHÉRENTS DU PCF (ÉCHANTILLON NATIONAL)

Les données couvrant l'échantillon national d'adhérents du Parti communiste (5075 adhérents répartis dans 80 départements) sont assez sommaires, puisqu'elles comprennent les seules indications figurant en 1997 sur le talon de la carte individuelle annuelle, et dans la mesure où ce talon a été complètement et exactement renseigné. Il s'agit exclusivement des informations suivantes, qui font l'objet des tableaux T. 1 à T. 7 dans l'annexe : le sexe, l'âge, la position au regard de l'activité professionnelle, la profession, le lieu de résidence, la nature de la cellule d'appartenance et la date d'adhésion. En 1979, la même procédure d'administration partisane avait fourni des informations un peu plus nombreuses et plus précises, notamment sur l'activité professionnelle et le secteur d'exercice de cette profession. Cependant, telles qu'elles sont, les données traitées dans ce cadre ont l'immense intérêt, non seulement de décrire les grands traits sociologiques du « peuple communiste » en 1997, mais surtout d'en permettre la comparaison à presque vingt années de distance et d'en mesurer la relation au mouvement général de la société française. Des « adhérents de l'apogée », avant les terribles secousses nationales et internationales des années quatre-vingt, au parti amoindri qui s'interroge et se met en débat dans cette fin de siècle, la lecture parallèle des structures démographiques, socioprofessionnelles et partisans peut utilement introduire à la compréhension des comportements, des opinions et des valeurs recensés par le questionnaire détaillé.

1 - La localisation des adhérents du Parti communiste

La distribution de notre échantillon sur le territoire national était évidemment définie *a priori* par la règle d'un prélèvement proportionnel aux effectifs de chaque fédération départementale. Sous réserve des contingents absents ou incomplets que nous avons mentionnés plus haut, la répartition des adhérents en valeur absolue traduit la combinaison de deux variables : le poids démographique des départements et l'inégale influence de l'organisation communiste. Il n'est guère étonnant que la démographie l'emporte plus visiblement, assurant une position éminente aux départements de la région parisienne, ainsi qu'au Nord, au Pas-de-Calais, aux Bouches-du-Rhône. Une pénétration partisane sensible trouve cependant à s'affirmer dans des départements beaucoup moins peuplés, tels la Dordogne ou le Gard, alors même que des départements plus importants, par exemple les Alpes-Maritimes ou la Moselle, sont moins fortement représentés. De 1979 à 1997, cette structure territoriale conserve les mêmes traits d'ensemble mais pour en apprécier les mouvements détaillés il faudrait disposer des effectifs réels d'adhérents par fédération, ce qui n'entraîne pas dans le cadre de cette enquête.

En revanche, les données recueillies permettent une autre approche de la localisation des adhérents communistes : l'évolution, à près de vingt années de distance, de la répartition de leurs lieux de résidence, caractérisés par la taille de « l'unité » urbaine ou rurale dont ils relèvent. Nous avons retenu, dans le tableau 1, des catégories compatibles avec celles de l'enquête

de 1979, fondées sur le classement des agglomérations urbaines tel qu'il résulte du recensement général de la population de 1990, structure de référence située à peu près à égale distance des deux observations de 1979 et 1997.

Tableau 1 : Répartition des adhérents du PCF suivant leur lieu de résidence en 1979 et 1997

	Adhérents du PCF 1979	Population française 1990	Adhérents du PCF 1997
Communes rurales	25.2	26.0	14.4
Aggl. urbaines de moins de 10 000 hab.	11.7	11.5	7.0
Aggl. de 10 000 hab. à moins de 100 000 hab.	16.6	18.1	15.6
Aggl. de 100 000 hab. et plus	20.1	27.9	29.2
Agglomération de Paris	26.4	16.5	33.7
	100.0	100.0	100.0

On note que la présence militante du Parti communiste s'est en partie déplacée du monde des villages et des petites villes vers les grandes agglomérations . Mouvement lourd pour l'agglomération parisienne qui passe d'un gros quart à plus du tiers des effectifs partisans, mais croissance relative encore plus nette pour les grandes agglomérations de province. En regard, les villes moyennes marquent une quasi stabilité, mais l'ensemble des bourgs et des communes rurales recule sensiblement, de 36,9 à 21,4 %.

Un changement de cette ampleur n'est évidemment pas la simple projection d'un mouvement démographique. D'ailleurs, les premiers résultats du récent recensement indiquent que la croissance des grosses agglomérations s'est plutôt ralentie au bénéfice du reste du territoire. En réalité on pointe probablement là une faiblesse de l'activité partisane. Au cours des deux dernières décennies, la diminution brutale des effectifs du PC a entraîné la disparition d'organisations locales – cellules et parfois sections – dans les territoires les moins densément peuplés. On trouve la confirmation de ce mouvement dans les données produites par la direction du Parti communiste : fin 1978, Paul Laurent avançait un total de 28000 cellules, à la fin de 1998 Robert Hue n'en revendique plus que 12000. Le mécanisme est dès lors identifiable : alors qu'un certain maillage subsiste en milieu urbain dense, les petites villes et les villages ne disposent plus de la « masse critique » militante qui permette le maintien d'un encadrement organisé et par-là même l'expression d'adhérents potentiels. La carte des résultats électoraux du Parti communiste montre actuellement des zones quasiment vierges, la géographie de son implantation militante tend probablement vers un même schéma.

Ce mouvement de désengagement rural devrait normalement peser en priorité sur les cellules locales et rurales. Tout au contraire, on constate (T. 6) que ce sont les adhérents des cellules d'entreprises qui tendent à être relativement moins nombreux dans le parti : 17,1% des adhérents en 1997, au lieu de 20,6% en 1979. Les difficultés persistantes de l'organisation au lieu de travail, formule jadis instaurée par la III^{ème} Internationale, ne se

sont donc pas démenties depuis vingt ans, où elles étaient déjà très perceptibles.

2 - Les générations partisans

Il convient d'abord de rappeler que la répartition actuelle des membres du PC suivant la date de leur adhésion (T. 7), s'établit après une longue période de déclin des effectifs. Les « adhérents de l'apogée », en 1979, étaient officiellement, et très précisément, au nombre de 702 864. Quand bien même il est probable que cette évaluation était un peu généreuse, et s'il est vrai que le PC est venu depuis lors à une pratique plus réaliste de la statistique, on notera la perte considérable traduite par les données récentes. En effet, à la fin de 1998, Robert Hue avance un total de 210 000 adhérents, en précisant qu'ils étaient 270 000 à la fin de 1996 : la chute est impressionnante, de l'ordre de 10% en moyenne annuelle dans la période la plus proche de notre enquête.

C'est cet affaiblissement qu'on lit dans la répartition comparée des générations partisans en 1979 et 1997. Il n'est évidemment pas possible, à près de vingt ans de distance, de mettre simplement en regard, terme pour terme, les mêmes séquences historiques d'adhésion. Tout au plus peut-on constater que les générations de « vétérans », celles de l'avant-guerre, de la guerre et de la IV^{ème} République sont loin d'être négligeables dans le total partisan, ce qui témoigne certes d'une réelle fidélité mais beaucoup moins d'un renouvellement et d'un rajeunissement. Plus précisément, on peut s'interroger sur la place relative des adhérents récents dans l'effectif global.

En 1979, les communistes ayant adhéré au cours des huit années précédentes (de 1972 à 1979) comptaient pour 59,1% de l'ensemble, alors qu'en 1997 la séquence équivalente (de 1990 à 1997) ne concerne plus que 38,9% de l'effectif global. On perçoit évidemment dans ce décalage important, et au-delà même du déficit en valeur absolue l'expression d'un renouvellement médiocre du corps militant, dont le Parti communiste n'est d'ailleurs pas le seul à souffrir.

3 - La structure démographique : l'âge et le sexe.

La distribution des adhérents du Parti communiste selon leur âge ne reproduit évidemment pas la « pyramide » de l'ensemble de la population française. Le tableau 2 prend en compte la part de cette population âgée de quinze ans et plus, soit à peu près 47 540 000 personnes sur un total de 58 722 000 habitants de la France au 1^{er} janvier 1998. Il permet à la fois de mesurer l'écart entre la population globale et la population partisane et de lire l'évolution qui a marqué l'une et l'autre depuis un peu moins de vingt ans. On peut résumer ces mouvements en notant que si la population française a sensiblement vieilli, le corps des adhérents communistes a vieilli bien plus vite encore et ne donne plus vraiment l'image de ce parti jeune qu'on pouvait décrire en 1979.

Tableau 2 : Répartition des adhérents du PCF suivant leur âge en 1979 et 1997

% de la population âgée de 15 ans et plus	1979		1997	
	Population française	Adhérents du PCF	Population française	Adhérents du PCF
Moins de 20 ans	10.3	2.3	8.3	1.5
De 20 à 24 ans	10.2	8.9	7.8	4.0
De 25 à 29 ans	10.4	13.3	9.0	5.0
De 30 à 34 ans	9.5	14.8	9.1	7.8
De 35 à 39 ans	7.1	9.4	9.1	11.0
De 40 à 44 ans	7.5	9.5	8.9	13.9
De 45 à 49 ans	8.0	9.4	9.0	13.4
De 50 à 54 ans	7.7	9.1	7.8	10.8
De 55 à 59 ans	7.0	7.7	5.7	8.3
De 60 à 64 ans	4.2	4.1	5.8	7.2
De 65 à 69 ans	5.8	4.6	5.8	5.6
De 70 à 74 ans	5.0	3.7	5.2	4.9
De 75 à 79 ans	3.8	2.0	3.8	3.3
80 ans et plus	3.5	1.2	4.8	3.4
	100.0	100.0	100.0	100.0

Comme en 1979, les très jeunes (moins de 25 ans) sont sous-représentés parmi les adhérents du PC : 5,5 % d'entre eux, alors que la population française les compte pour 16,1 %. Rien de bien étonnant si l'on admet que l'engagement politique précoce est plutôt rare, mais on relèvera qu'en 1979 le groupe de cet âge pesait pour 11,2 % chez les communistes, alors même qu'il atteignait 20,5 % dans l'ensemble national : la pénétration relative s'est clairement dégradée. Il y a même inversion du rapport dans les tranches d'âge suivantes, entre 25 et 35 ans : elles comprenaient en 1979 28,1 % des communistes (pour 19,9 % des personnes de plus de quinze ans), elles n'englobent plus que 12,8 % des adhérents (pour 18,1 % de la

population française). Au total, les « jeunes adultes » (moins de 35 ans) ont assez sensiblement perdu dans l'effectif national – de 40,4 % à 34,2 %, soit un peu moins d'un sixième – et massivement dans l'effectif partisan – de 39,3 % à 18,3 %, c'est-à-dire plus de la moitié. En regard, les catégories d'âge intermédiaires, voire les catégories âgées, sont plus fortement sur-représentées, même si on tient compte du vieillissement de la population française dans son ensemble. Les plus de 60 ans passent ainsi de 22,3% à 25,4 % parmi les Français, mais de 15,6 % à 24,4 % chez les communistes. Cette lecture du tableau 2 trouve d'ailleurs son expression statistique brutale dans la moyenne d'âge des adhérents du PC : 42 ans et 6 mois en 1979, 48 ans et 7 mois en 1998.

Le mouvement de féminisation des effectifs communistes était très sensible en 1979 et on pouvait affirmer que le PC était alors, et d'assez loin, la plus « féministe » des formations politiques françaises avec 35,3 % de femmes dans ses rangs. On retiendra que ce taux global s'est encore amélioré, puisqu'en 1998 les femmes sont 39,6 % des adhérents du PC. Mais on peut aussi constater que le mouvement paraît s'être récemment ralenti, voire arrêté, comme le suggère le tableau 3.

Tableau 3 : Taux de féminisation suivant la période de l'adhésion en 1979 et 1997

Ont adhéré au PCF	1979	1997
Avant 1944	20.0	25.7
De 1944 à 1958	28.7	33.5
De 1959 à 1971	33.3	33.4
De 1972 à 1979	39.4	37.2
De 1980 à 1989		43.1
De 1990 à 1995		46.5
Depuis 1996		39.1
<i>Ensemble</i>	<i>35.3</i>	<i>39.6</i>

Cette présentation du taux de féminisation suivant la période de l'adhésion fait voir la combinaison de trois phénomènes. D'abord, les effets de la plus grande longévité féminine, qui élargit la place relative des femmes dans les générations militantes les plus anciennes. En second lieu, l'ampleur du recrutement parmi les femmes au cours des trois dernières décennies et l'effet de vitesse acquise qui en résulte. Enfin, le décrochage très net du taux de féminisation dans la strate des adhérents des deux dernières années.

4 - Statut social des adhérents : actifs et inactifs

En 1979, le Parti communiste pouvait être clairement situé comme un parti relativement jeune, un parti ouvrier et surtout un parti d'actifs : à plus de 69% ses adhérents avaient effectivement un emploi, ce qui n'était alors le cas que d'une petite moitié de Français en âge d'activité professionnelle. En 1997, les membres du PC sont en activité à hauteur de 52%, contre 47,7% dans la population totale. Le surplus d'actifs existe

encore mais on voit que l'écart de près de vingt points entre le corps partisan et la population française s'est réduit à moins de cinq points. Certes, la crise économique et sociale s'est lourdement aggravée depuis la fin des années soixante-dix et on peut supposer que les milieux ouvriers dans lesquels le PC fonde son influence, ont payé un lourd tribut au chômage.

Le tableau 4 récuse partiellement cette hypothèse, en montrant que l'expansion relative de la part des non-actifs tient davantage aux retraités qu'aux inactifs et aux chômeurs.

Tableau 4 : Actifs et Inactifs parmi les adhérents du PCF en 1979 et 1997

% de la population âgée de 15 ans et plus	Adhérents du PCF 1979	Population française 1982	Adhérents du PCF 1997	Population française 1998
Actifs ayant un emploi	69.1	49.9	52.0	47.7
Retraités	15.5	17.3	24.5	21.7
Autres inactifs et chômeurs	15.4	32.8	23.5	30.6
	100.0	100.0	100.0	100.0

Alors qu'en 1979, Le Parti communiste comptait moins de retraités que la moyenne nationale, il dépasse nettement celle-ci en 1997, à la fois cause et conséquence de ce vieillissement que nous signalions plus haut. S'agissant de l'ensemble des inactifs et des chômeurs – à vrai dire assez mal défini par les données recueillies – on observe une diminution relative

de son importance dans la population française, malgré l'ampleur du chômage dans notre pays et sans doute grâce à la tendance historique continue à la progression du taux d'activité féminine. Dans cette même catégorie, le mouvement des effectifs communistes, de 15,4 à 23,5% peut cependant être affecté pour une part aux effets du chômage, mais pour une part seulement. Comme d'autres études, cette enquête confirme que les chômeurs, condamnés à l'isolement professionnel, ont souvent tendance à développer une plus faible participation à la vie publique.

5 - La composition socio-professionnelle

On comprend d'emblée que, de 1979 à 1997, l'évolution des structures socio-professionnelles du Parti communiste a accompagné les grands mouvements de la société française : amenuisement de la plupart des groupes d'actifs « indépendants » ; montée en puissance des cadres, des professions « intermédiaires » et des employés ; diminution de la présence ouvrière. Mais le tableau 5, qui compare les structures globales de la population française à la répartition des seuls adhérents communistes ayant déclaré une activité effective, suggère aussi qu'un certain nombre de ces mouvements sont en réalité majorés, plus ou moins fortement, dans l'évolution propre du PC.

Tableau 5 : Adhérents du PCF 1979 et 1997 : distribution socioprofessionnelle des actifs

% de la population âgée de 15 ans et plus	1979		1997	
	Adhérents du PCF	Population française	Adhérents du PCF	Population française
Agriculteurs exploitants	3.4	6.2	1.6	2.7
Commerçants, artisans, industriels	5.3	7.4	3.2	6.6
Prof. libérales, cadres supérieurs	4.9	7.7	11.3	12.5
Prof. intermédiaires, cadres moyens	14.7	13.8	19.8	20.2
Employés et pers. de service	25.4	28.5	32.9	30.2
Ouvriers, salariés agricoles	46.5	36.4	31.3	27.7
	100.0	100.0	100.0	100.0

Pour les « indépendants », de la campagne et de la ville, c'est d'une quasi disparition qu'on pourrait parler. Au total, les agriculteurs et les chefs d'entreprise qui donnaient encore 8,7% des communistes en 1979 (contre 13,6% de la population active), n'en fournissent plus que 4,8% en 1997 (pour 9,3% des actifs en France). A l'intérieur de cet ensemble, avec seulement 1,6% d'exploitants agricoles dans ses rangs, on comprend que le PC enregistre ce recul que nous avons signalé dans les communes rurales, et qui frappe notamment ce rural profond du centre et du sud-ouest où s'inscrivait naguère son influence électorale mais aussi sa présence militante.

Le mouvement est bien évidemment de sens contraire pour les cadres supérieurs, auxquels nous avons joint le petit groupe des professions libérales, travailleurs indépendants en réalité, mais qui ne compte que pour 0,5% de l'effectif communiste et pour 1,4% de la population active française, et qui ne figurent ici que par nécessité de comparaison avec 1979. On le voit, la place relative de cet ensemble cadres supérieurs-professions libérales a nettement plus que doublé dans le PC, alors qu'elle augmentait aussi mais à un moindre rythme dans la population nationale. Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, ce n'est pas vraiment le sous-groupe des « professeurs et autres professions littéraires et scientifiques » qui apporte le plus gros contingent à cette expansion, bien que le codage des données ait sans doute surévalué quelque peu cette étiquette. En fait, parmi les adhérents du PC, les enseignants du secondaire, du supérieur et assimilés passent tout au plus de 2,8 à 3,7%. Ce sont bien les cadres supérieurs stricto sensu qui explosent littéralement, en taux de progression, de moins de 2% en 1979 à plus de 7% en 1997, et il paraît bien que c'est principalement le secteur public, au sens large, qui apporte l'essentiel de cette croissance.

L'observation est presque identique dans le groupe dit des « professions intermédiaires et cadres moyens » qui élargit sa place relative dans le PC, de 14,7 à 19,8%, mais un peu moins vite cependant que dans l'ensemble de la population active. En fait, certaines sous-catégories de cet ensemble progressent peu (tels les techniciens, de 5,5 à 6,2%), voire pas du tout (comme les instituteurs et assimilés, qui sont stables à 4,8%). En revanche, deux sous-ensembles s'élargissent sensiblement, l'un fondé sur le

secteur professionnel de la santé et du travail social (de 1,7 à 4,6%), l'autre sur la position hiérarchique de cadre moyen, là encore le plus souvent dans le secteur public et para-public (de 2,7 à 4,2%). Si l'on établit un bilan global de l'évolution dans ces groupes de salariés moyens et supérieurs, on constate qu'ils représentaient en 1979 21,5% de la population active française et 19,6% de la population active communiste ; ils sont en 1997 32,7% de l'ensemble national et 31,1% des communistes actifs, ce qui marque un mouvement à peine plus rapide dans le PC que dans la société française.

Tout au contraire, le groupe des employés, dans lequel sont inclus les personnels des activités de service ainsi que l'armée et la police, croît nettement plus vite dans le PC que dans la population active française. A tel point que ces salariés, qui étaient un peu sous-représentés en 1979, pèsent maintenant plus lourd parmi les adhérents communistes qu'au sein de l'ensemble national. Du même coup, dans ce découpage à grands traits de la structure socioprofessionnelle, les employés et assimilés sont les plus nombreux, un peu plus même que les ouvriers, ce qui n'est pas sans valeur symbolique. Dans ce passage du quart à près du tiers de l'effectif communiste, c'est le sous groupe des employés de bureau qui apporte les gros contingents et, une fois encore avec les salariés de l'État, des collectivités territoriales et des services publics en général.

Le Parti communiste était encore très profondément ouvrier en 1979, puisque 46,5% de ses actifs et vraisemblablement une bonne moitié de son effectif total (en considérant notamment l'ancienne profession des

retraités) relevaient de « la » classe révolutionnaire par définition. Il n'en affiche plus en 1997 qu'un tout petit tiers parmi ses adhérents professionnellement actifs, réduction brutale qui ne tient pas aux seuls mouvements de la société. On note, en effet, que dans la population active française, les ouvriers perdent en vingt ans un petit quart de leur poids relatif (de 36,4 à 27,7%) alors que dans le PC ils abandonnent près du tiers de leur présence (de 46,5 à 31,3%).

A la fin des années quatre-vingt-dix, le Parti communiste a donc perdu, ou singulièrement atténué les caractères majeurs qui le singularisaient dans notre vie politique. Le communisme français n'est plus, à beaucoup près, « la jeunesse du monde » ; il n'est plus vraiment structuré par la classe ouvrière, même s'il reste un parti de salariés modestes et moyens ; il ne dispose plus de ce réseau dense d'organisations locales sur tout le territoire, qu'il avait construit au lendemain de la guerre et maintenu pour l'essentiel jusqu'au début des années quatre-vingt. Seul succès véritable, la promotion politique des femmes qu'il a su assurer mieux qu'aucun autre parti, même si les recrutements les plus récents marquent un certain fléchissement.

PRATIQUES ET OPINIONS DES ADHÉRENTS

Dans les pages suivantes, qui présentent une description et une première analyse des réponses au questionnaire, le terme *adhérents* désignera, sauf indication contraire, ceux des adhérents sollicités *qui ont renvoyé un questionnaire*. Ces adhérents ne sont pas exactement représentatifs de l'ensemble de ceux auxquels le questionnaire a été adressé. Les adhérents âgés de plus de 40 ans, ceux qui ont adhéré avant 1980, les hommes, les cadres supérieurs et les professions intermédiaires ont répondu plus volontiers que les autres, et sont donc sur-représentés dans la population dont il va être question ci-après, comme le montrent les graphiques 1 à 3. Il conviendra donc d'avoir à l'esprit que les réponses analysées ne sont pas rigoureusement représentatives de celles qu'auraient pu fournir l'ensemble des personnes interrogées. Cette réserve doit toutefois être relativisée par l'examen des réponses auquel nous avons procédé après avoir « redressé » l'échantillon observé, en fonction de la distribution des catégories socioprofessionnelles – élément le plus marquant des « biais » constatés. Les ventilations des réponses ne sont en effet modifiées par cette opération de redressement que de façon marginale, voire insensible. C'est donc sur l'échantillon non redressé que portent les résultats présentés ci-après. En outre les pourcentages utilisés (arrondis à l'unité la plus proche) seront, sauf exception, calculés par rapport aux réponses « valides » obtenues à chaque question, les « non-réponses » n'étant prises en considération que lorsque leur niveau le justifiera.

Enfin, la profession prise en compte, sauf indication contraire, pour l'analyse détaillée des réponses est la « profession de référence »,

c'est-à-dire la profession effectivement exercée au moment de l'enquête, ou celle exercée en dernier lieu par les chômeurs, retraités ou autres inactifs (cf. question 24 du questionnaire).

Graphique 1, 2 et 3 : De l'échantillon national au questionnaire

1 : Distribution par période d'adhésion des répondants et des non répondants

2 : Distribution par tranches d'âge des répondants et des non répondants

3 : Distribution par profession des actifs répondants et des non répondants

En dehors des caractéristiques socio-démographiques des adhérents et de leur date d'entrée dans le PCF, dont on a rendu compte plus haut, les réponses au questionnaire peuvent être regroupées sous quatre rubriques : les pratiques militantes, les opinions relatives au parti lui-même et aux fondements historiques de l'identité communiste, les attitudes politiques et idéologiques, la perception de certaines composantes du contexte politique national et international. L'ordre dans lequel seront abordés ces thèmes est, à peu près, celui dans lequel ils apparaissent dans le questionnaire, et le numéro des questions relevant de chacun d'eux est indiqué entre parenthèses, renvoyant à la ventilation des réponses reproduites en annexe.

I – PRATIQUES MILITANTES

1 – L'appartenance au parti (Q.2)

Près d'un adhérent sur six (16%) déclare avoir connu une ou plusieurs interruption(s) dans son adhésion au parti. De façon assez logique, le phénomène est moins répandu chez les communistes dont la première adhésion est relativement récente (postérieure à 1980) que chez ceux dont la fidélité a été mise à l'épreuve sur une plus longue période. S'il touche plus les hommes (18%) que les femmes (12%), il est assez peu modulé par le statut social des adhérents, à l'exception des professeurs et assimilés chez qui la proportion d'« infidèles » dépasse le quart (26%).

Il n'est pas non plus surprenant d'observer que l'implication dans la vie partisane de ceux dont l'adhésion a connu des éclipses est moins intense que celle des adhérents constants : les premiers lisent moins régulièrement *l'Humanité* et les autres publications communistes que les seconds, accèdent moins souvent à des responsabilités dans l'organisation du parti et consacrent moins de temps au militantisme partisan.

S'ils sont moins investis dans la vie du parti, les adhérents « inconstants » sont en revanche plus actifs que leurs camarades dans des organisations non partisans. Un peu moins syndiqués que les adhérents constants (70% contre 73%), ils consacrent plus de temps à leur activité syndicale. De même, plus du quart d'entre eux (26% contre 18% des adhérents constants) consacrent plus de dix heures par mois à une ou plusieurs organisation(s) autre(s) que le PC ou un syndicat. La diversification des activités militantes est d'ailleurs plus poussée chez eux, puisqu'ils sont 33% (contre 25%) à appartenir à deux organisations ou plus, en dehors du parti et du syndicat.

2 – Responsabilités et candidatures (Q.3, Q.4)

Parmi les 1038 adhérents qui ont répondu à l'enquête, 308 (30%) déclarent exercer au moins une responsabilité partisane, comme secrétaire de cellule (15%), membre d'une direction de section (23%), de fédération (8%) ou de la direction nationale (0,5%). Il s'agit là d'une évidente sur-représentation, dans notre échantillon, des cadres du parti, à tous les niveaux. En effet, si l'on se fonde sur les indications fournies par Robert

Hue dans son interview au *Figaro* du 28 janvier 1999, le PCF comptait, à la fin de l'année 1998, 12 000 cellules, dont les secrétaires ne représentaient que 5,7% des 210 000 adhérents revendiqués. De même, les effectifs des dirigeants des 1 800 sections et des 96 fédérations ne pouvaient atteindre les proportions observées dans l'échantillon (respectivement 23% et 8%). Quant aux responsables nationaux, ils ne pesaient que pour 0,07% dans la population communiste (contre 0,5% dans l'échantillon). Enfin, les cumuls de responsabilités sont relativement fréquents : ils concernent 43% des responsables et 13% de l'échantillon (tableau 6).

Tableau 6 : Nombre et cumul de responsabilités partisanes déclarées par les adhérents

Nombre de responsabilités	Nombre	% Total
Aucune	730	70.3
Une	175	16.9
dont : cellule	55	5.3
section	111	10.7
fédération	9	0.9
Deux	93	9.0
dont : cellule + section	61	5.9
cellule + fédération	5	0.5
section + fédération	26	2.5
fédération + nationale	1	0.1
Trois	38	3.7
dont cellule + section + fédération		3.5
section + fédération + nationale		0.2
Quatre : cellule + section + fédération + nationale	2	0.2
<i>Total</i>	<i>1038</i>	<i>100.0</i>

Les hommes sont sur-représentés parmi les militants qui exercent des responsabilités et ce, d'autant plus que le niveau de responsabilité est élevé : de 73% chez les secrétaires de cellule à 80% chez les cadres fédéraux. Les responsables se distinguent également de leurs camarades par un âge moyen plus bas, surtout chez les cadres fédéraux, un niveau de diplôme et un statut social plus élevés. La présence des « professions intermédiaires » est plus sensible chez les secrétaires de cellule, celle des professions libérales et cadres supérieurs chez les cadres de section et de fédération, et la proportion d'ouvriers décroît lorsque le niveau de responsabilité s'élève (tableau 7). Pour ce qui est des comportements militants, on ne sera pas surpris que les responsables du parti lisent plus *l'Humanité* que les autres adhérents. (mais près d'un responsable de cellule ou de section sur six ne lit pas régulièrement le quotidien communiste), ni qu'ils consacrent d'autant plus de temps au militantisme que leurs responsabilités s'exercent à un niveau élevé.

Tableau 7 : Profil des populations de responsables du parti

	Cellule	Section	Fédération	National*	Ensemble échantillon
Ancienneté moyenne d'adhésion	23 ans 7 mois	22 ans 4 mois	21 ans 10 mois	21 ans 10 mois	23 ans 7 mois
Age moyen	47 ans 9 mois	47 ans	44 ans 9 mois	42 ans 7 mois	50 ans 5 mois

Pourcentages par catégorie de responsables

	Cellule % ↓	Section % ↓	Fédération % ↓	National* % ↓	Ensemble % ↓
Hommes	73,0	74,4	80,2	100	66,6
Profession de référence					
- Agriculteurs, chefs d'ent.	2,6	3,1	2,5	0	3,6
- Prof. libérales, cadres	11,0	18,9	17,5	60,0	13,8
sup					
- Enseignants	16,8	15,4	16,3	20,0	16,5
- Prof. intermédiaires	31,0	24,7	25,0	20,0	23,8
- Employés	20,0	19,4	22,5	0	21,4
- Ouvriers	18,7	18,5	16,3	0	20,7
Diplôme					
- Aucun, CEP	14,6	14,0	7,4	0	20,4
- Brevet	9,6	13,1	16,0	0	9,8
- CAP, BEP	24,2	25,0	21,0	60,0	25,5
- Bac	17,8	16,9	18,5	0	17,0
- Sup	33,8	30,9	37,0	40,0	27,3
Lecture					
- de <i>l'Humanité</i>	86,2	85,3	96,3	100	69,0
- d'un autre quotidien national	20,8	27,3	28,4	60	24,5
Consacrent plus de 10 heures / mois au militantisme partisan	40,4	48,9	70,4	80,0	17,7

*Les pourcentages relatifs aux responsables nationaux n'ont guère de signification, compte tenu de l'extrême faiblesse de l'effectif (5 personnes). Ils ne figurent dans ce tableau que pour mémoire.

Plus nombreux que les militants investis de responsabilités dans le parti, les adhérents qui ont été candidats à des élections (41% de l'échantillon) ont avec eux certains traits en commun. Les deux populations sont cependant loin de se confondre. Outre le fait que tous les « candidats » ne sont évidemment pas des « responsables » (au moins actuels), du simple fait de leur nombre, les « responsables » n'ont pas tous connu l'épreuve du suffrage universel : 39% d'entre eux n'ont jamais été candidats à une élection.

Ces deux groupes ont en commun une sur-représentation des hommes (76% chez les responsables, 75% chez les candidats) et des catégories sociales intermédiaires ou supérieures, au détriment des ouvriers et des employés. Mais ils diffèrent par leur structure d'âge : les candidats aux élections sont plus âgés, en moyenne (53 ans) que l'ensemble des adhérents et, *a fortiori*, que ceux d'entre eux qui exercent des responsabilités partisans (47 ans et 7 mois). Ceci ne fait qu'enregistrer les critères mêmes qui les définissent : les uns ont été candidats à des élections qui peuvent appartenir à un passé lointain ; les autres exercent des responsabilités au moment même où se déroule l'enquête.

Enfin, de même que les responsables, mais à un degré moindre, les candidats ont une activité militante plus soutenue que celle de l'ensemble des adhérents, qu'il s'agisse de la lecture de *l'Humanité* (76%) ou d'autres publications communistes (73%), de l'appartenance à un syndicat (77%) ou

à une ou plusieurs autres organisations (62%), ou encore du temps consacré à l'activité partisane (27% y consacrent plus de dix heures par mois).

3 – Lectures (Q.5)

Même si l'on tient compte de la probable sur-représentation des lecteurs réguliers de la presse dans l'échantillon des communistes qui ont répondu à l'enquête, et d'une possible sur-déclaration des pratiques de lecture *régulière* (le terme lui-même étant susceptible d'interprétations plus ou moins exigeantes), la proportion d'adhérents qui lisent la presse communiste est relativement élevée. 69% d'entre eux déclarent lire *l'Humanité* quotidienne et 69% une autre publication communiste, notamment *l'Huma Hebdo*, la proportion de ceux qui lisent régulièrement au moins une publication du PC s'élevant à 86% des adhérents. En outre, parmi les lecteurs réguliers d'un « quotidien régional » qui ne déclarent pas d'autre lecture communiste (6% de l'échantillon), certains lisent vraisemblablement *la Marseillaise* ou *l'Echo du Centre*. Ce sont donc environ neuf communistes sur dix qui ont un contact régulier avec la presse du parti. Pour plus d'un tiers d'entre eux (35%), c'est même la seule source écrite d'information.

Plus généralement, les communistes apparaissent comme des utilisateurs plus assidus que leurs concitoyens de la presse écrite, puisque 7% d'entre eux seulement ne déclarent lire régulièrement aucun journal, et qu'ils sont 42% à lire au moins deux quotidiens (12% en lisent trois : *l'Humanité*, un autre quotidien national et un quotidien régional). Enfin, un,

adhérent sur dix affirme être lecteur régulier des quatre types de publications proposés par le questionnaire : *l'Humanité*, un autre quotidien national, un quotidien régional et une autre publication communiste.

On notera, sans surprise, que la lecture de la presse – un peu plus répandue chez les hommes que chez les femmes – est d'autant plus développée que le statut social et le niveau de diplôme des adhérents sont plus élevés, ainsi que l'image qu'ils ont de leur position dans la société (Q.27). De même, la pratique de la lecture de la presse et la diversité des organes lus croissent avec le niveau et le cumul des responsabilités dans le parti et l'intensité de l'investissement militant. Ainsi, parmi les adhérents qui consacrent moins d'une heure par mois à leur activité partisane, 11% ne lisent aucun des organes de presse envisagés par le questionnaire et 7% déclarent lire régulièrement les quatre types de publications proposées. A l'opposé, les militants qui consacrent plus de dix heures par mois au parti ne sont que 2% à ne lire aucun journal, et sont 13% à lire la gamme complète des publications. Enfin, les militants les plus âgés ont la fréquentation la plus régulière de la presse écrite, mais aussi la moins diversifiée : pour 47% de ceux qui ont atteint ou dépassé 60 ans, les seules lectures déclarées sont celles des publications communistes (*l'Humanité* et les autres périodiques du PCF), alors que ce n'est le cas que de 31% de leurs camarades moins âgés. Ces indications doivent cependant être interprétées en tenant compte du fait que le questionnaire n'envisageait pas la lecture de la presse hebdomadaire non communiste.

Il convient de faire quelques observations sur la lecture par les communistes de *l'Humanité* qui, au moment de l'enquête est encore le « journal du parti communiste français » et qui, à ce titre, est censé être le lien principal entre les adhérents du parti et leur organisation, même si son caractère de « journal officiel » a été quelque peu atténué depuis qu'il n'est plus présenté comme l'« organe central du Parti communiste français ». La lecture régulière de *l'Humanité* est, on l'a signalé, le fait de 69% des adhérents qui ont répondu à l'enquête, et tout laisse penser que cette proportion est supérieure à celle de l'ensemble des communistes qui lisent le journal de leur parti. Parmi les lecteurs réguliers, les hommes, ainsi que les militants exerçant des responsabilités partisans sont sur-représentés. Ils lisent un peu plus fréquemment *l'Humanité* que les femmes, les employés, les ouvriers et les adhérents sans responsabilités (tableau 8). En cela, ils se distinguent peu des communistes qui lisent d'autres types de journaux, si ce n'est que les femmes sont un peu plus nombreuses à lire d'autres publications communistes (parmi lesquelles figure *l'Huma hebdo*) et, surtout, que les lecteurs d'autres quotidiens nationaux se recrutent nettement plus parmi les catégories sociales les plus favorisées et les plus diplômées.

Tableau 8 : La lecture de *l'Humanité* chez les adhérents
 Pourcentage par catégorie d'adhérents

% —>

<i>Ensemble</i>	69,0	
- Hommes	70,5	
- Femmes	66,0	
Age		
- Moins de 30 ans	54,2	
- 30-39 ans	58,9	Age moyen : 51 ans 5 mois (Ensemble : 50 ans 5 mois)
- 40-70 ans	71,9	
- 70 ans et plus	75,0	
Période d'adhésion		
- avant 1980	76,4	
- 1980-1989	64,4	
- 1990-1995	52,6	
- 1996-1998	44,4	
Profession		
- Prof lib, c.sup	80,5	
- Enseignants	73,6	
- Prof intermédiaires	72,6	
- Employés	66,7	
- Ouvriers	63,0	
Responsables		
- cellule	86,2	
- section	85,3	
- fédération	96,3	

Mais la caractéristique la plus marquante, et la plus préoccupante pour le parti, des lecteurs de *l'Humanité* est leur âge relativement élevé et l'ancienneté de leur adhésion. Alors que les trois quarts des communistes de 70 ans et plus lisent *l'Humanité*, 54% seulement de ceux qui ont moins de 30 ans le font régulièrement. L'âge moyen des lecteurs du quotidien

communiste est de 51 ans et 5 mois, alors qu'il est de 48 ans et 3 mois pour les non-lecteurs. Les lecteurs communistes des autres publications sont d'ailleurs plus jeunes, en moyenne, que ceux de *l'Humanité* : 50 ans et 4 mois pour les « autres publications communistes », 50 ans pour les quotidiens régionaux, et, surtout, 45 ans et 3 mois pour les autres quotidiens nationaux. S'agissant de l'ancienneté dans le parti, 76% des communistes qui ont adhéré avant 1980 lisent *l'Humanité*, mais seulement 44% des adhérents les plus récents (de 1996 à 1998), lesquels sont en revanche les plus nombreux à lire d'autres quotidiens nationaux. En bref, plus les communistes sont jeunes et adhérents de fraîche date, moins ils lisent *l'Humanité*.

4 – Engagements extra partisans

Syndicats (Q.6)

Près des trois quarts (72%) des communistes qui ont répondu à l'enquête déclarent être syndiqués. Cette proportion est probablement supérieure au taux de syndicalisation de l'ensemble des adhérents du PCF, compte tenu de la sur-représentation, dans notre échantillon, des catégories les plus syndiquées (hommes, actifs occupant un emploi, adhérents âgés de 40 à 70 ans, enseignants...). Elle n'en est pas moins considérable, et s'élève à 81% parmi les adhérents actifs ayant un emploi. Même chez les communistes dont le lien avec la vie professionnelle est distendu, le taux de syndicalisation n'est pas négligeable : 71% chez les retraités, 34% chez les chômeurs (ce dernier taux devant cependant être considéré avec prudence en raison du faible effectif –50 personnes- sur lequel il porte).

Le niveau de syndicalisation varie toutefois de façon sensible selon les catégories d'adhérents. Il est plus élevé chez les hommes (75%) que chez les femmes (67%), chez les quadragénaires que chez les adhérents âgés de 30 à 39 ans, chez les communistes les plus anciens dans le parti (plus de 70% chez ceux qui ont adhéré avant 1990, et même 86% chez les adhérents de 1972-1979) que chez ceux dont l'adhésion est relativement récente (55% chez ceux qui sont venus au parti depuis 1990).

Si l'on s'en tient aux communistes actifs ayant un emploi, les tendances ne sont guère modifiées, sauf en ce qui concerne la différence de syndicalisation entre hommes et femmes qui disparaît : 81% des hommes et 82% des femmes sont syndiqués. En revanche, la moindre syndicalisation des jeunes et des adhérents les plus récents est toujours observable. Le taux de syndicalisation croît avec l'âge, passant de 66% chez les communistes qui ont moins de 30 ans à 85% chez les quinquagénaires. Il croît également avec l'ancienneté de l'appartenance au parti, le clivage principal passant entre ceux qui ont adhéré avant 1990 (plus de 80% de syndiqués) et ceux qui ont adhéré depuis lors (71%). D'autre part, la syndicalisation des enseignants est plus élevée (90%) que celle des employés (81%) et des ouvriers (74%). Plus généralement, les titulaires d'un emploi stable sont plus souvent syndiqués (84%) que les précaires (48%).

Parmi les syndiqués, deux centrales se partagent la quasi totalité des adhérents : la CGT (82% des syndiqués) et la FSU (14%). A elles deux, ces organisations réunissent 79% des salariés en activité, l'ensemble des

autres syndicats (CFDT, FO, UNEF...) n'en rassemblant que 2%, tandis que 19% de ces mêmes salariés ne déclarent aucune appartenance syndicale. On notera sans surprise que les communistes qui militent dans une cellule d'entreprise ou d'établissement sont quasiment tous syndiqués (92%), alors que les adhérents des cellules locales, parmi lesquels se trouvent les communistes professionnellement inactifs, ne le sont que dans une proportion des deux tiers.

L'appartenance syndicale ne semble pas entrer en concurrence avec l'activité militante au sein du parti. Au contraire, les communistes syndiqués sont plus nombreux que les non syndiqués à exercer des responsabilités, à tous les niveaux du parti, et ont plus souvent été candidats à des élections. Ils sont également plus nombreux à lire régulièrement *l'Humanité*. Enfin, les adhérents de la CGT consacrent plus de temps à leur activité militante dans le parti que les non syndiqués, alors que les adhérents de la FSU se distinguent peu de ces derniers sur ce point. Autre différence notable entre les adhérents de la CGT et ceux de la FSU : les premiers ont une activité syndicale plus soutenue que les seconds. Un cinquième seulement d'entre eux (contre 34% à la FSU) consacrent moins d'une heure par mois au syndicat, alors qu'ils sont 29% (24% à la FSU) à y consacrer plus de dix heures.

Autres organisations (Q.7)

L'engagement associatif, plus ou moins actif et diversifié, dans des organisations autres que le parti et le syndicat est le fait de 57% des

membres du PCF qui ont répondu à l'enquête. 31% déclarent adhérer à une seule association, 26% à deux associations ou plus.

Les communistes qui ont adhéré depuis 1980 sont moins souvent engagés sur le plan associatif que ceux dont l'adhésion est plus ancienne. Ils sont à la fois plus nombreux à n'appartenir à aucune association (50% contre 39%) et moins nombreux à avoir des engagements multiples (17% contre 31%). L'effet de l'âge, moins sensible en ce qui concerne l'existence même d'un engagement associatif, se manifeste en revanche nettement quant à l'appartenance à plusieurs associations. Les communistes les plus jeunes (moins de 40 ans) sont sensiblement moins nombreux que leurs aînés à appartenir à plusieurs organisations : 14% chez les moins de 30 ans, 21% entre 30 et 39 ans, alors que la proportion d'engagements multiples avoisine 30% dans les tranches d'âge les plus élevées.

Ce sont les salariés en activité, mais aussi les retraités, qui pratiquent le plus fréquemment l'engagement associatif, alors que les étudiants, les chômeurs et les personnes au foyer en sont plus éloignés. Cet engagement est d'autant plus répandu que les militants ont un statut social et un niveau de diplôme élevés, les cadres supérieurs et les enseignants se distinguant nettement des employés et des ouvriers.

Enfin, de même que l'activité syndicale, l'appartenance à des associations ne concurrence pas l'activité au sein du parti. Ce sont les militants exerçant des responsabilités partisans, les lecteurs réguliers de *l'Humanité*, les militants qui consacrent le plus de temps au parti, ceux qui

ont été candidats à des élections qui sont le plus souvent adhérents d'associations diverses. Il en va de même pour la compatibilité entre syndicalisation et engagement associatif : les communistes syndiqués sont plus présents sur le terrain associatif que les non syndiqués, les membres de la FSU étant les plus nombreux à appartenir à plusieurs associations, comme le laissait prévoir le constat analogue concernant les enseignants.

Intensité de l'engagement militant (Q.8)

Globalement, 27% des communistes de l'échantillon (31% de ceux qui ont répondu à la question) peuvent être considérés comme des adhérents sans activité militante réelle, puisqu'ils disent consacrer moins d'une heure par mois à leur parti. Cette proportion, à laquelle il conviendrait probablement d'ajouter une bonne part des adhérents (11% de l'échantillon) qui ne répondent pas à la question, est sans aucun doute inférieure à celle que l'on pourrait observer dans l'ensemble du parti, compte tenu de l'imparfaite représentativité de l'échantillon. A l'opposé, un adhérent sur six (16%) déclare avoir une activité militante soutenue (plus de dix heures par mois). Le gros de la population communiste – 46%, représentant plus de la moitié des réponses – se situe donc dans la tranche intermédiaire, celle où le militantisme occupe de une à dix heures par mois.

Parmi ceux qui répondent à la question sur la durée mensuelle de leur activité militante (tableau 9), les hommes apparaissent nettement plus impliqués dans l'action partisane que les femmes. Mais surtout, et cela confirme les autres indicateurs du militantisme, les adhérents les plus

récents et les plus jeunes s'investissent nettement moins dans la vie du parti que les plus anciens et les plus âgés. Ce n'est qu'au delà de 70 ans et chez les adhérents d'avant 1944 que l'absence de militantisme est aussi répandue que chez les jeunes et les nouvelles recrues, ce qui ne peut manquer de préoccuper les dirigeants du parti. Ce sont les quadragénaires et les adhérents de la période 1959-1976 qui ont l'activité la plus soutenue, de même que les militants ayant une activité professionnelle, même précaire et, parmi eux, les cadres supérieurs, dont il faut toutefois préciser, pour relativiser l'observation, que leur catégorie englobe les permanents du parti. A l'inverse, les adhérents âgés de moins de 30 ans, ceux qui sont entrés dans le parti depuis moins de trois ans, les ouvriers et les employés sont les moins mobilisés.

Enfin, comme on l'a déjà noté, ce n'est pas au militantisme extra partisan qu'il faut imputer le faible investissement dans l'activité du parti : les communistes les moins actifs dans leur parti sont aussi ceux qui consacrent le moins de temps aux autres organisations, syndicales ou autres, auxquelles ils appartiennent.

Tableau 9 : Mesure du militantisme partisan

Le temps consacré aux activités militantes dans le parti par catégorie d'adhérents

% —>	Moins d'une heure par mois	1 à 10 heures par mois	Plus de 10 heures par mois	Total
<i>Ensemble</i>	30,6	51,7	17,7	100
SEXE				
- Hommes	27,9	51,5	20,6	100
- Femmes	36,1	52,2	11,7	100
Age				
- Moins de 30 ans	37,2	46,2	16,7	100
- 30-39 ans	33,6	50,0	16,4	100
- 40-49 ans	30,1	47,2	22,7	100
- 50-59 ans	32,5	51,2	16,3	100
- 60-69 ans	19,4	64,6	16,0	100
- 70 ans et plus	36,1	54,2	9,7	100
Période d'adhésion				
- Avant 1944	35,0	55,0	10,0	100
- 1944-1958	25,2	58,8	16,0	100
- 1959-1971	27,9	46,4	25,7	100
- 1972-1979	27,8	55,2	17,0	100
- 1980-1989	30,6	49,7	19,7	100
- 1990-1995	36,8	53,8	9,4	100
- 1996-1998	49,3	43,3	7,5	100

II – LE REGARD DES COMMUNISTES SUR LEUR PARTI

1 – L’image du parti (Q.9)

Les communistes ont, très majoritairement, une bonne image de leur parti. Invités à se prononcer sur huit qualificatifs susceptibles de s’appliquer au PCF, ils plébiscitent la plupart des caractères « positifs » et récusent tout aussi majoritairement les traits « négatifs ». Cette valorisation du parti souffre toutefois une exception, quelques nuances et une division.

L’exception témoigne du réalisme dont les communistes sont contraints de faire preuve, quelle que soit leur bienveillance à l’égard du parti. Il s’agit du constat, fait par 85% des adhérents qui répondent à la question (12% de l’ensemble ne s’étant pas prononcés), que le PCF n’est pas « puissant ». Seuls 15% de ceux qui donnent leur opinion (13% de l’ensemble) sont d’un avis contraire. Ils sont sur-représentés parmi les hommes, parmi les adhérents les plus anciens dans le parti et les plus âgés (tableau 10) : près d’un tiers des communistes ayant atteint ou dépassé 70 ans, plus de la moitié de ceux qui ont adhéré avant 1944 (la prudence étant ici de rigueur en raison de la faiblesse de l’effectif) refusent de considérer que leur parti a perdu sa puissance. Ce sont aussi les ouvriers, les adhérents faiblement diplômés, ceux qui n’ont pas d’activité professionnelle ou qui en ont une précaire, les communistes les moins impliqués dans la vie du parti qui se résignent le moins à admettre la perte de puissance du PC. Mais il

semble aussi qu'un regain d'optimisme (relatif) se manifeste chez les adhérents les plus jeunes (moins de 30 ans) et les plus récents.

Tableau 10 : Les qualités attribuées au PCF par les adhérents

Considèrent le PC comme	Utile	Non sectaire	Démocratique	Non usé	Moderne	Féministe	Révolutionnaire	Puissant
100 % →								
<i>Ensemble</i>	97,4	89,3	86,8	82,2	78,5	70,4	55,4	15,3
Sexe								
- Hommes	97,6	91,1	86,8	83,7	81,1	72,6	57,4	16,5
- Femmes	97,0	85,6	86,9	79,1	73,2	65,8	51,4	12,9
Age								
- Moins de 30 ans	95,1	85,9	83,8	80,0	73,8	69,6	43,6	16,9
- 30-39 ans	97,2	87,9	82,6	78,4	76,8	60,3	47,8	13,9
- 40-49 ans	96,3	90,3	84,2	82,2	79,9	66,7	58,5	10,8
- 50-59 ans	97,7	91,3	86,8	82,6	75,6	74,6	57,8	13,3
- 60-69 ans	98,8	89,9	92,3	85,1	78,9	75,7	57,4	18,0
- 70 ans et plus	100	85,5	94,6	85,1	87,2	81,0	59,3	32,9
Période d'adhésion								
- Avant 1944	100	91,7	96,9	100	93,5	88,0	76,9	54,2
- 1944-1958	100	88,2	95,3	79,3	87,5	77,9	62,6	21,3
- 1959-1971	98,3	91,1	86,7	83,7	73,5	71,9	59,0	9,5
- 1972-1979	97,1	93,8	84,8	83,8	79,7	72,1	65,8	11,1
- 1980-1989	97,5	91,7	86,4	78,0	78,1	63,7	50,7	12,7
- 1990-1995	93,8	74,1	78,4	80,4	69,4	67,0	33,0	20,6
- 1996-1998	96,1	90,1	89,0	86,1	82,4	61,4	39,4	21,4
Lecture de l'Humanité								
- Lecteurs	98,1	92,6	90,1	84,3	81,8	72,5	63,0	12,7
- Non lecteurs	95,8	82,0	79,5	77,6	71,3	65,7	38,4	21,0
Ensemble	97,4	89,3	86,8	82,2	78,5	70,4	55,4	15,3
Profession de référence								
- Prof. libérales, cadres sup.	96,9	95,2	92,7	81,7	74,4	69,6	55,6	5,6
- Enseignants	98,1	85,1	86,5	76,0	71,5	71,6	57,4	7,1
- Prof. intermédiaires	96,8	88,9	84,0	80,6	77,1	72,6	57,6	13,5
- Employés	96,5	89,6	85,4	87,2	79,4	65,0	54,1	17,8
- Ouvriers	99,0	90,4	87,4	85,8	88,1	69,6	55,9	29,0

Tableau 10 (suite)

Considèrent le PC comme	Utile	Non sectaire	Démocratique	Non usé	Moderne	Féministe	Révolutionnaire	Puissant
100 % →								
Diplôme								
- Aucun	96,9	90,2	93,4	92,2	87,5	78,8	57,4	48,0
- CEP	97,7	90,4	88,6	86,5	85,8	70,9	59,5	27,2
- Brevet	99,0	92,0	86,2	85,6	79,8	68,5	58,4	11,0
- CAP, BEP	97,6	90,7	86,1	86,0	84,6	66,7	57,0	17,3
- Bac	97,7	88,4	88,1	81,1	73,5	73,2	54,2	10,9
- Sup	96,4	87,1	84,3	74,4	70,3	71,0	51,6	6,4
Temps consacré au parti								
- Moins d'1h / mois	95,2	87,5	79,5	79,3	71,6	62,8	44,5	14,4
- 1 à 10h / mois	98,3	90,6	89,6	82,7	80,7	71,8	58,7	15,0
- Plus de 10h / mois	99,4	93,9	91,6	87,9	83,2	78,6	72,9	9,5

En ce qui concerne les qualités reconnues au parti communiste et les défauts dont il est exonéré, le consensus est très large, avec cependant quelques nuances. On ne saurait être surpris que le PC soit qualifié d'« utile » par la quasi totalité des adhérents (97% de ceux qui répondent, 94% de l'ensemble). Les quelques communistes qui persistent dans leur adhésion au parti tout en contestant son utilité illustrent cependant la diversité et le caractère non exclusivement politique des motivations (affectives, culturelles, familiales...) qui peuvent sous-tendre l'appartenance à une communauté partisane.

A peine moins nombreux sont les adhérents qui estiment leur parti « démocratique » (87%), « moderne » (79%), ou qui refusent de le dire « sectaire » (89%) ou « usé » (82%), ces deux dernières caractéristiques suscitant néanmoins une relative hésitation que traduit un taux de non-

réponses de 12%. Cette hésitation se retrouve dans l'appréciation du caractère « féministe » du PC : là aussi, un communiste sur huit s'abstient de se prononcer et, parmi ceux qui donnent leur opinion, 30% contestent le féminisme du parti, les femmes étant à cet égard plus dubitatives et plus sévères que les hommes : 15% d'entre elles ne se prononcent pas (contre 10% des hommes) et 34% de celles qui répondent le font dans un sens négatif (contre 27% des hommes). Au total, 56% seulement des militantes interrogées (contre 65% des hommes) qualifient leur parti de « féministe ».

Mais un seul qualificatif suscite une réelle division chez les communistes : celui de « révolutionnaire ». Parmi les adhérents qui se prononcent sur ce point (11% ne le font pas), deux ensembles d'importance comparable s'opposent. Une petite majorité (55%) considère que le PCF est révolutionnaire, une forte minorité (45%) le conteste. Cette contestation est surtout le fait des adhérents les plus récents et les plus jeunes : plus de 60% des communistes qui ont rejoint le PC depuis 1990 estiment que leur parti n'est pas révolutionnaire ; moins de 40% de ceux qui ont adhéré avant 1958 partagent cette opinion. Les femmes, les adhérents les plus diplômés et ceux qui militent le moins activement sont également les moins convaincus du caractère révolutionnaire du parti.

Mais les facteurs socio-démographiques ne semblent pas les plus décisifs dans le partage des opinions sur ce point, car les catégories qui contestent le plus que le PC soit révolutionnaire sont celles qui, d'une façon plus générale, ont l'attitude la plus réservée sur les qualités prêtées au PC. Ce qui paraît lié avant tout à la spécificité des réactions sur ce sujet est

d'ordre idéologique, et relève d'une appréciation globale de la « mutation » du parti, sur laquelle on reviendra plus loin. Ce sont les adhérents les plus critiques à l'égard de l'évolution récente du PCF qui sont, et de loin, les plus nombreux à dénier à celui-ci le qualificatif de « révolutionnaire ». De ce fait, on peut penser que cette dénégation est plus souvent vécue sur le mode du regret que sur celui de l'acceptation, voire de l'approbation, encore que ces deux dernières attitudes puissent se rencontrer chez une minorité des partisans de la « mutation ». En effet, les adhérents qui considèrent que le PC n'est pas (ou n'est plus) un parti révolutionnaire se répartissent (tableau 11) en groupes d'importance comparables entre ceux qui se satisfont de l'évolution récente du parti (25%), ceux qui veulent pousser plus loin le changement (35%) et ceux qui le jugent négatif (33%). A l'inverse, les adhérents pour qui le parti reste révolutionnaire sont très peu nombreux (5%) à condamner l'évolution du PC. On touche là, probablement, le point décisif qui oppose tenants et adversaires de la « mutation » conduite par Robert Hue.

Tableau 11 :
Opinions sur l'évolution du PCF (Q. 10)
selon l'appréciation du caractère "révolutionnaire" du parti (Q. 9)

% —>	Changement : positif	Changement : Pas assez	Changement : négatif	Pas de changement	Sans réponse	Total
PCF : révolutionnaire	47	44	5	2	2	100
PCF : non révolutionnaire	25	35	33	4	3	100

2 – L’appréciation de la « mutation » (Q.10)

La question relative au jugement que les communistes portent sur l’évolution récente de leur parti apparaît comme l’une des plus riches – sinon la plus riche – d’enseignements, au regard des réponses qu’elle suscite et des clivages qu’elle révèle. Ceux-ci semblent orienter la perception de l’ensemble du champ politique et traduire des différences idéologiques qui vont bien au-delà du seul problème de l’organisation partisane.

On notera tout d’abord que cette question ne laisse pas les communistes indifférents, pas plus qu’elle ne semble les embarrasser dans le choix de leur réponse : 3% seulement des adhérents s’abstiennent d’y répondre. Le second constat qui s’impose d’emblée est celui d’une perception massive des changements qui affectent le parti. L’opinion selon laquelle « le PCF n’a pas vraiment changé » représente moins de 3% des réponses. Il en résulte d’ailleurs que le petit groupe d’adhérents qui la professe ne se prête guère à l’analyse, en raison de la faiblesse de son effectif (30 personnes), même si l’on peut relever, avec beaucoup de prudence, qu’il se recrute plutôt parmi les adhérents les plus récents, les plus jeunes et les plus diplômés, et parmi ceux qui sont relativement peu impliqués dans la vie du parti, dont ils ont au demeurant une perception plus critique que les autres adhérents. En revanche, les trois autres modalités de réponse font apparaître trois ensembles d’adhérents

suffisamment consistants pour que l'on perçoive les différences socio-démographiques et, surtout, idéologiques qui les distinguent.

Les deux premiers groupes, d'importance équivalente, nettement majoritaires dans le parti puisqu'ils représentent plus des trois quarts des adhérents, ont en commun d'être acquis au changement que connaît le PCF, mais avec des perspectives différentes. Pour les uns (38% des réponses), que l'on qualifiera par commodité de « satisfaits », le constat selon lequel « le PCF a changé de façon positive, car il s'est modernisé » signifie très vraisemblablement que la « mutation » du parti est à la fois bénéfique et, pour l'essentiel, suffisante. On en trouve la confirmation dans le fait qu'ils sont, de loin, les plus nombreux à valider les qualificatifs positifs et à récuser les traits négatifs susceptibles de s'appliquer au parti (Q.9). Pour les autres en revanche (41% des réponses), selon lesquels « le PCF a commencé à changer, mais pas assez », il n'est pas question de se satisfaire de l'état actuel du changement, et la mutation doit être poursuivie, voire accélérée, et être plus radicale. On peut donc les qualifier, pour simplifier, d'« insatisfaits », en prenant soin, toutefois, de ne pas tirer de cette insatisfaction des conclusions trop hâtives quant à l'attitude des intéressés à l'égard de la direction du parti. En effet, ce groupe comprend vraisemblablement à la fois des adhérents qui s'identifient à la démarche de Robert Hue et de la majorité des dirigeants communistes, crédités d'une volonté d'approfondissement du changement, et des adhérents plus critiques (on pense notamment aux « refondateurs »), qui mettent en doute cette volonté et assignent des objectifs plus ambitieux au processus en cours.

Le troisième groupe d'adhérents est constitué par ceux que l'on peut considérer comme des « réfractaires » à la mutation telle qu'elle est engagée. Ils acquiescent à l'idée que « le PCF a changé de façon négative, car il perd une partie de son identité ». C'est chez eux que la perception du parti – et probablement de sa direction – est la plus critique. Les deux tiers d'entre eux seulement trouvent leur parti démocratique et moderne et près de 10% vont même jusqu'à contester son utilité. Mais surtout, grief majeur, ils sont moins de 15% à estimer que le PCF est révolutionnaire, alors qu'une nette majorité des deux autres groupes (respectivement 65% et 55%) lui accordent cette qualité. Ces adhérents ne représentent qu'une minorité – certes non négligeable : 18% - des adhérents du PCF, dont le poids dans le parti apparaît assez prédictif de la proportion de militants (15 à 20%) qui, en février 2000, refuseront ou s'abstiendront d'approuver la « base commune » de discussion proposée par la direction du PCF en vue du 30ème congrès du parti.

Aucun de ces trois ensembles d'adhérents n'est homogène quant à ses caractéristiques sociales, ni quant aux opinions auxquelles adhèrent les communistes qui le composent. Il serait trop simpliste et caricatural d'opposer une « vieille garde » composée de militants anciens et âgés, porteurs d'un héritage « stalinien » et rétifs au changement, à des jeunes communistes émancipés de cet héritage, modernistes, avides de rénovation, voire de refondation du parti. Des différences sensibles entre ces diverses populations n'en existent pas moins, les clivages entre elles n'épousant pas nécessairement les mêmes frontières selon les critères et les enjeux retenus.

Sur le plan socio-démographique, le contraste le plus marquant est celui qui oppose les « insatisfaits » d'une part, aux « réfractaires » et surtout aux « satisfaits » d'autre part (tableau 12). Les adhérents qui aspirent à un changement plus radical du parti sont, dans l'ensemble, un peu plus jeunes, un peu moins anciens dans le parti, nettement plus diplômés et socialement plus privilégiés que leurs camarades. Leur moyenne d'âge est de 48 ans et 8 mois, contre 50 ans et 3 mois pour les « satisfaits » et 49 ans et 9 mois pour les « réfractaires ». Près de la moitié (48%) des communistes de moins de 30 ans qui se prononcent sur l'évolution du parti la trouvent en effet insuffisante, alors que 28% seulement des plus âgés (70 ans et plus) partagent ce point de vue. Le rapport est presque exactement inverse pour les opinions favorables à l'état actuel du changement : 48% chez les adhérents les plus âgés, 30% chez les plus jeunes. Quant au statut social et au niveau de diplôme, ils sont encore plus discriminants : les proportions de « satisfaits » d'une part, d'« insatisfaits » d'autre part varient du simple au double, mais en sens inverse, selon que les adhérents ont le certificat d'études primaires (26% d'insatisfaits, 47% de satisfaits) ou un diplôme de l'enseignement supérieur (52% d'insatisfaits, 24% de satisfaits). De même, 47% des ouvriers sont satisfaits et 28% insatisfaits, tandis que 27% des professions libérales et cadres supérieurs sont satisfaits et 53% insatisfaits. Enfin, les femmes, dont il faut rappeler qu'elles sont en moyenne plus jeunes que les hommes, sont plus fréquemment insatisfaites que leurs camarades masculins.

Tableau 12 : L'opinion sur le changement du PCF par catégories d'adhérents

% —>	Changement : négatif	Changement : positif	Changement : pas assez
<i>Ensemble</i>	18,4	37,9	40,6
Sexe			
- Hommes	20,2	39,3	37,4
- Femmes	14,8	35,2	47,3
Age			
- Moins de 30 ans	15,0	30,0	47,5
- 30-39 ans	17,5	35,0	45,5
- 40-49 ans	22,8	35,6	39,3
- 50-59 ans	18,9	36,5	41,9
- 60-69 ans	10,0	45,0	41,9
- 70 ans et plus	21,8	47,5	27,7
Profession de référence			
- Prof libérales, cadres sup.	16,8	27,5	52,7
- Enseignants	17,4	30,3	48,4
- Prof intermédiaires	17,5	36,3	43,5
- Employés	21,0	41,0	36,6
- Ouvriers	22,1	46,8	28,4
Diplôme			
- Aucun	12,7	55,6	30,2
- CEP	23,7	47,4	25,9
- Brevet	18,2	44,4	36,4
- CAP, BEP	18,8	43,0	36,7
- Bac	14,6	34,5	45,6
- Sup.	19,6	24,4	52,0

Si les militants les plus réticents à l'égard de la mutation du parti (les « réfractaires ») se distinguent relativement peu, par leurs caractéristiques sociales, de ceux qui acceptent cette mutation et la jugent suffisante, ils se singularisent en revanche sur le plan idéologique et

politique, s'opposant à cet égard aux communistes « satisfaits » et surtout à ceux qui veulent pousser les feux du changement. C'est parmi les « réfractaires » que l'on relève l'attachement le plus fort aux termes qui symbolisent l'identité communiste originelle, tels qu'ils sont proposés dans la question 15. Ils ne sont certes pas les seuls à considérer comme toujours actuels l'internationalisme, la lutte contre l'impérialisme, la lutte des classes ou la socialisation des moyens de production, qui, on le verra plus loin, font l'objet d'un très large consensus. Mais leur adhésion atteint un niveau encore supérieur à celui que l'on observe dans les autres groupes. Bien plus, sur le seul terme qui divise réellement les communistes, le « rôle dirigeant de la classe ouvrière », ils sont les seuls à affirmer majoritairement, dans une proportion voisine des deux tiers (63%), l'actualité d'une notion que la majorité de leurs camarades jugent dépassée.

Le rapprochement s'impose ici avec le clivage, déjà noté, concernant le caractère « révolutionnaire » du parti. Alors qu'une majorité des « satisfaits » (70%) et des « insatisfaits » (61%) considèrent que le qualificatif s'applique bien au PCF, les « réfractaires » le contestent massivement (84%). C'est, de toute évidence, au nom de leur fidélité à l'identité originelle du parti communiste qu'ils portent un regard plus critique que les autres sur leur parti, suspecté d'abandonner la qualité qui fait sa raison d'être. Du coup, c'est un jugement plus pessimiste que celui des autres groupes qu'ils portent sur l'ensemble des caractéristiques du PCF (Q.9).

Cette vision pessimiste déborde largement l'appréciation du parti et de son évolution. Elle s'étend au jugement porté sur le fonctionnement de la démocratie en France (Q.12) et même à la façon dont ces communistes perçoivent leur propre situation dans la société (Q.27). Les communistes qui contestent la « mutation » sont les plus nombreux à se situer eux-mêmes sur les niveaux les plus bas de la hiérarchie sociale (tableau 13). Cette position sociale subjective ne peut se réduire à la traduction d'un statut social objectif : les « satisfaits », chez qui les proportions d'ouvriers et d'employés sont les mêmes que chez les « réfractaires » ont une vision de leur position sociale sensiblement plus optimiste.

Tableau 13 : Opinion sur le changement du PCF et position sociale subjective (Q. 27)*

% —>	Positions 1 à 4	Position 5	Positions 6 à 10
<i>Ensemble</i>	40,6	28,5	30,8
Changement : négatif	52,4	25,9	21,8
Changement : positif	42,1	30,8	27,1
Changement : pas assez	35,4	28,4	36,2

* La position la plus basse est : 1 ; la position la plus élevée : 10

Fidèles à l'univers communiste traditionnel, les opposants au processus de mutation sont, comme on le verra plus loin, les seuls à juger en majorité positif le bilan des régimes socialistes en Europe de l'Est. De même, ils ont une meilleure (ou moins mauvaise) opinion que les autres communistes sur la politique des pays gouvernés, aujourd'hui encore, par des partis communistes (Q.18). En revanche, ce sont eux qui jugent le plus sévèrement le parti socialiste (mais aussi l'ensemble des autres partis, à

l'exception de la Ligue communiste révolutionnaire) et les pays dont l'image est plus ou moins associée à celle de la social-démocratie, comme la Suède, l'Allemagne ou l'Italie. Sur tous ces points, l'opposition est maximale entre « réfractaires » et « insatisfaits ». Les « satisfaits » occupent généralement une position intermédiaire, et se distinguent principalement par la bonne image qu'ils ont de leur parti, apparaissant à bien des égards comme relativement conformistes, sinon « suivistes » par rapport à la direction du parti.

Un dernier indicateur idéologique, et non le moins significatif, permet de situer les uns par rapport aux autres les trois ensembles de communistes dont on vient d'esquisser les caractéristiques. Il s'agit de la position qu'adoptent les adhérents lorsqu'ils sont invités à se placer sur le classique axe gauche-droite comportant sept positions (Q.20). Il apparaît (tableau 14) que les « réfractaires » sont proportionnellement les plus nombreux (61%) à se classer à l'extrême gauche (position 1 de l'axe), et que les « insatisfaits » sont les plus nombreux à refuser la position extrême et à se classer, à gauche, sur la position 2 de l'axe. Là encore, les « satisfaits » occupent une position intermédiaire. Si les termes n'étaient pas connotés de façon aussi polémique, il serait tentant – et en tout cas conforme à l'autopositionnement observé – de considérer les opposants à la mutation comme la « gauche » du parti, les partisans d'une mutation plus radicale comme sa « droite », les satisfaits pouvant alors être qualifiés de « centristes ».

Tableau 14 : Opinion sur le changement du PCF et position sur l'axe gauche-droite

% —>	Position 1 (extrême-gauche)	Position 2 (gauche)
<i>Ensemble</i>	49,6	40,2
Changement : négatif	60,7	30,1
Changement : positif	52,7	36,8
Changement : pas assez	42,1	47,9

3 – L'expression publique des divergences (Q.11)

L'expression publique des différences d'opinion entre communistes, légitime depuis l'abandon des règles du « centralisme démocratique », constitue à l'évidence l'un des aspects les plus visibles de la « mutation » du parti. Il n'est donc pas surprenant que les réactions qu'elle suscite entretiennent un rapport étroit avec le jugement global que les adhérents du PC portent sur l'évolution de leur parti. De fait, ce sont les « réfractaires » à la mutation qui sont les plus nombreux à trouver « regrettable » cette publicité accordée aux divergences, alors que les partisans les plus radicaux du changement (les « insatisfaits ») sont les plus nombreux à la trouver « normale ». Mais le très large consensus dont bénéficie cette liberté d'expression dans l'ensemble du parti (84% des adhérents l'approuvent et 4% seulement s'abstiennent de répondre) trouve un écho jusque chez les communistes les plus réticents à l'égard de la mutation : les deux tiers d'entre eux jugent normale la possibilité de porter à l'extérieur du parti les débats naguère confinés en son sein. Il est vrai qu'ils en bénéficient largement lorsqu'ils contestent publiquement l'évolution du PCF, leur intérêt politique conjoncturel l'emportant alors sur

leur attachement idéologique au mode d'organisation traditionnel que constituait le centralisme démocratique. Il est vrai aussi que leur ralliement reste très en deçà de celui des autres adhérents, chez qui les nouvelles modalités du débat recueillent une approbation quasi unanime (90% chez les « satisfaits », 94% chez les « insatisfaits »).

Quant aux variations d'opinion entre catégories d'adhérents, elles sont relativement marginales, du fait même de l'ampleur du consensus. Tout au plus peut-on relever que les réticences sont un peu plus répandues chez les employés (16%) et surtout chez les ouvriers (18%), alors qu'elles sont quasiment inexistantes (5%) chez les enseignants, de même qu'elles sont un peu moins fréquentes chez les adhérents les plus diplômés. Les lecteurs réguliers de la presse communiste (et de la presse en général) et les militants exerçant des responsabilités dans le parti sont également un peu plus favorables que les autres communistes aux nouvelles règles du débat. Mais ni l'âge, ni l'ancienneté de l'adhésion au parti ne semblent structurer de façon cohérente les opinions à ce sujet, même si l'on observe, sans pouvoir y apporter d'explication évidente, que les quinquagénaires sont les plus approuvateurs, alors que les quadragénaires (ainsi que les communistes âgés de plus de 70 ans) et les adhérents de la période 1944-1958 sont les plus réticents.

III – RÉFÉRENCES IDÉOLOGIQUES ET OPINIONS POLITIQUES

1 – Les thèmes fondateurs de l'identité communiste (Q.15)

Les termes qui renvoient aux enjeux et aux combats majeurs autour desquels s'est construite l'identité communiste – on pourra éventuellement regretter l'absence, parmi ceux qui sont proposés, de la dictature du prolétariat et du centralisme démocratique – conservent pour la plupart toute leur actualité aux yeux des adhérents du PCF, près de 80 ans après la naissance du parti. Le combat pour la laïcité (qui n'est pas l'apanage du mouvement communiste, mais qui en fait partie intégrante), la lutte des classes, la lutte contre l'impérialisme, l'internationalisme sont considérés par la très grande majorité des communistes (de 93% pour la laïcité à 84% pour l'internationalisme) comme des termes toujours actuels. L'attachement à la socialisation des moyens de production, que 25% des adhérents jugent dépassée, apparaît un peu plus nuancé, reflétant en cela l'évolution des positions officielles du parti, qui admettent la perspective d'une certaine mixité de l'économie.

Ce large consensus connaît toutefois quelques réserves chez les communistes les moins impliqués dans la vie du parti, de même que chez les femmes, les ouvriers, les employés et les adhérents les moins diplômés. Il connaît surtout une incontestable érosion chez les adhérents les plus jeunes et les plus récemment engagés dans le parti, qui n'assument pas totalement le patrimoine idéologique de leurs aînés. Sur tous les termes

proposés, et tout particulièrement à propos de la laïcité et de la lutte contre l'impérialisme, l'âge moyen de ceux qui jugent actuelles les références évoquées est plus élevé (de 3 à 6 ans) que celui des adhérents qui les considèrent comme dépassées. De même, l'ancienneté moyenne d'appartenance au PC des premiers est toujours plus élevée que celle des seconds. Le contraste entre générations est particulièrement sensible, on l'a dit, à propos de la laïcité et de la lutte contre l'impérialisme. L'âge moyen de ceux qui soutiennent l'actualité du combat pour la laïcité est de 50 ans et 10 mois, alors qu'il n'est que de 44 ans et 4 mois pour ceux qui jugent ce combat dépassé. L'ancienneté moyenne dans le parti est de 24 ans et 3 mois chez les premiers, et de 14 ans et 10 mois chez les seconds. Les différences sont du même ordre à propos de la lutte contre l'impérialisme : âge moyen de 51 ans et 3 mois et ancienneté moyenne de 24 ans et 8 mois pour les tenants de l'actualité, âge moyen de 44 ans et 9 mois et ancienneté de 16 ans et 6 mois pour ceux de l'obsolescence.

Si l'âge et l'ancienneté de l'adhésion exercent une influence univoque quant à la fidélité aux références idéologiques fondatrices, il n'en va pas tout à fait de même en ce qui concerne les autres caractéristiques des adhérents. On a vu que, dans la plupart des cas, les femmes, les employés, les ouvriers, les adhérents les moins diplômés et les moins militants étaient les plus nombreux à juger dépassés les termes soumis à leur appréciation. L'évaluation de « la socialisation des moyens de production » relève d'une logique assez différente : ce sont les hommes, les adhérents les plus diplômés, notamment les cadres supérieurs, et les militants les plus actifs (lecteurs réguliers de *l'Humanité*, exerçant des responsabilités dans le parti

et consacrant plus de dix heures par mois à celui-ci) qui manifestent les plus grandes réserves à l'égard de ce terme. Ceci s'explique probablement par le fait qu'il s'agit là des catégories de militants qui perçoivent (et acceptent) le mieux les évolutions des positions du parti en la matière. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui se montrent les plus disposés à récuser, en accord là encore avec l'évolution officielle du parti, « le rôle dirigeant de la classe ouvrière », qui constitue, sur le plan des références idéologiques, le seul objet de clivage significatif au sein du parti.

Abandonnée depuis 1994 dans les statuts du PCF, la référence au rôle dirigeant de la classe ouvrière, continue en effet à diviser les communistes. Elle échappe en cela au relatif consensus dont font l'objet les autres éléments constitutifs de l'identité communiste originelle que l'on vient d'évoquer. Certes, une majorité d'adhérents épouse l'évolution de la ligne officielle et juge « dépassée » l'évocation du rôle privilégié dont était investie la classe ouvrière dans le projet communiste. Mais cette majorité est faible : 53% des adhérents (56% de ceux qui se prononcent sur ce point), tandis que 42% des communistes (44% de ceux qui se prononcent) restent attachés à la conception originelle. Le partage est probablement encore plus équilibré dans l'ensemble du parti, car les catégories les plus réticentes à l'évolution récente sont celles qui sont sous-représentées dans notre échantillon, notamment les adhérents les moins diplômés et en particulier les ouvriers. 65% des titulaires du seul certificat d'études primaires et 75% de ceux qui n'ont aucun diplôme, ainsi que 69% des ouvriers, jugent toujours actuelle la référence au primat de la classe ouvrière. A l'opposé, 74% des titulaires d'un diplôme de l'enseignement

supérieur et 80% des cadres supérieurs et professions libérales, ainsi que 70% des enseignants, la jugent dépassée, de même que les militants les plus actifs. Ce sont aussi les adhérents les plus âgés (54% de ceux qui ont plus de 60 ans) et les plus anciens dans le parti (54% de ceux qui ont adhéré avant 1958) qui restent le plus attachés à cette référence idéologique – comme d’ailleurs à l’ensemble de celles qui sont proposées.

Enfin, et en toute logique, les « réfractaires » à la mutation du parti sont très majoritairement (63%) acquis à l’actualité du rôle dirigeant de la classe ouvrière, alors que les « insatisfaits », partisans d’un changement accentué, le jugent tout aussi majoritairement (68%) dépassé, les « satisfaits » étant assez partagés (« actuel » : 47% ; « dépassé » : 53%).

2 – Le bilan des régimes socialistes en Europe de l’Est (Q.16)

Au même titre que l’opinion sur le caractère révolutionnaire du parti ou sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière, l’attitude à l’égard des régimes qui ont dominé l’Europe de l’Est sous la direction de partis communistes relève du débat sur ce qui touche au plus profond de l’identité communiste. La référence à l’Union soviétique et à ce qui fut le « camp socialiste » est indissociable des fondements idéologiques qui viennent d’être évoqués, dans la construction du mouvement communiste. Au même titre aussi que le rôle de la classe ouvrière, l’appréciation du système soviétique, au sens large, a été l’objet d’une réévaluation radicale de la part des dirigeants du PCF au cours des dernières années. Mais là encore, le nouveau cours de la politique communiste se heurte à l’enracinement, dans

la culture communiste, de l'attachement à la « patrie du socialisme », qui constitua longtemps la pierre de touche de la fidélité aux idéaux révolutionnaires. Il en résulte une nette division des opinions sur le fait de savoir si « les pays de l'Europe de l'Est ont tiré profit ou non des régimes socialistes ». La proportion des adhérents qui ne se prononcent pas (8%), supérieure à celles que l'on pouvait observer sur les références idéologiques, traduit tout d'abord un certain embarras. Quant aux adhérents qui donnent leur opinion, ils se partagent en deux ensembles d'importance comparable. Ceux qui jugent négatifs les effets des régimes socialistes sont à peine plus nombreux (53% des réponses, soit 49% de l'ensemble des adhérents) que ceux pour qui la notion de « bilan positif » reste valide.

L'effet de génération est ici massif (tableau 15), tant en ce qui concerne l'âge des adhérents qu'en ce qui concerne la période d'adhésion au parti. C'est parmi les communistes les plus jeunes et les plus récemment engagés dans le parti que le jugement est le plus sévère, et cette sévérité décroît au fur et à mesure que l'âge et l'ancienneté des militants s'élèvent, jusqu'à céder la place à une approbation majoritaire des régimes socialistes. Dans les nouvelles générations de communistes, la proportion de jugements négatifs est de l'ordre des deux tiers des réponses (66% des adhérents de moins de 30 ans, 65% de ceux qui ont adhéré depuis 1996). Chez les plus anciens, c'est la proportion de jugements positifs qui approche les deux tiers (61% des adhérents de 70 ans et plus, 66% de ceux qui ont adhéré avant 1944).

Tableau 15 : L'opinion sur les régimes socialistes d'Europe de l'Est selon l'âge, la période d'adhésion et l'opinion sur le changement du PCF

% —>	Régimes profitables aux pays de l'Est	Régimes non profitables aux pays de l'Est
<i>Ensemble</i>	47,3	52,7
Age		
- Moins de 30 ans	34,2	65,8
- 30-39 ans	37,0	63,0
- 40-49 ans	43,3	56,7
- 50-59 ans	48,6	51,4
- 60-69 ans	60,0	40,0
- 70 ans et plus	61,2	38,8
Période d'adhésion		
- Avant 1944	65,6	34,4
- 1944-1958	59,8	40,2
- 1959-1971	49,1	50,9
- 1972-1979	43,1	56,9
- 1980-1989	46,7	53,3
- 1990-1995	43,9	56,1
- 1996-1998	34,7	65,3
Opinion sur le changement du PCF		
- Négatif	59,3	40,7
- Positif	50,3	49,7
- Pas assez	39,3	60,7

Enfin, l'appréciation des régimes socialistes est très étroitement liée à l'attitude à l'égard de la mutation du parti. Les opposants à l'évolution récente du PCF, ceux que nous avons qualifiés de « réfractaires » sont, comme on pouvait s'y attendre, plus favorables que leurs camarades au bilan de ces régimes : 59% d'entre eux les jugent profitables pour les pays qui les ont expérimentés. Il est également logique que les adhérents qui veulent pousser plus loin la transformation de leur

parti (les « insatisfaits ») soient les plus critiques à l'égard des régimes naguère encensés : 61% d'entre eux contestent leurs effets. Il ne faut pourtant pas durcir à l'excès les différences qui opposent les diverses orientations qui coexistent dans le parti, ni l'homogénéité de chacune d'elles. Chacun des groupes que nous avons cru pouvoir définir est traversé par les différences d'appréciation des effets du « socialisme réel ». Aucun d'entre eux ne les approuve dans une proportion supérieure à 60%, ni inférieure à 30%.

3 – Opinions politiques (Q.12, Q.13, Q.19)

Le fonctionnement de la démocratie (Q.12)

Les communistes, dans leur très grande majorité, ne sont pas satisfaits du fonctionnement de la démocratie en France (Q.12). Les trois quarts d'entre eux considèrent qu'elle ne fonctionne pas bien, un adhérent sur cinq estimant même qu'elle ne fonctionne « pas bien du tout ». Quant à ceux qui sont relativement satisfaits (24%), ils restent modérés dans leur approbation, et concèdent seulement, pour la plupart, qu'elle fonctionne « assez bien ». Seule une infime minorité (1%) pense qu'elle fonctionne « très bien ».

Ce sont les adhérents les plus jeunes, les plus diplômés, les plus actifs dans le parti, mais aussi les militants les plus hostiles à la mutation du PCF qui sont les plus critiques dans leur jugement. Près de neuf « réfractaires » sur dix (87% de ceux qui se prononcent) portent un jugement négatif, et même très négatif pour 38% d'entre eux, sur la

démocratie française. A l'inverse, les militants satisfaits de l'évolution du parti sont aussi les plus indulgents à l'égard du système politique : 12% seulement adoptent la position la plus critique, et près de 30% estiment que la démocratie fonctionne très bien (2%) ou assez bien (27%).

Le rôle de l'État (Q.13)

A propos d'enjeux plus particuliers du débat politique (Q.13), un large consensus existe sur les positions traditionnelles du mouvement communiste (et plus généralement de la gauche française), favorable à l'intervention de l'État dans l'économie, considérée comme un facteur de progrès par près de neuf adhérents sur dix (87% des réponses), et réservé, voire hostile à l'égard de la participation de l'État au financement de l'enseignement privé (83% des réponses). Sur ces deux points cependant, des nuances sont perceptibles, surtout en ce qui concerne le rôle de l'État dans l'économie. Moins de la moitié des communistes (42%) sont « tout à fait d'accord » avec l'idée que l'intervention de l'État est un facteur de progrès, et ils sont un peu moins nombreux que ceux qui sont « plutôt d'accord » (45%). Le refus du financement public de l'école privée est plus radical, et doit être rapproché de l'attachement massif des communistes à la laïcité, déjà souligné. Plus de 60% d'entre eux sont « tout à fait d'accord » avec l'idée que « l'État ne devrait pas donner d'argent aux écoles privées ». Mais là aussi, des positions plus modérées s'expriment, chez les adhérents qui sont seulement « plutôt d'accord » (22%).

Les nuances, voire les désaccords concernant ces deux principes sont surtout le fait des jeunes générations d'adhérents, mais aussi, ce qui est peut-être plus inattendu, de ceux qui appartiennent aux catégories populaires, employés et surtout ouvriers. Et là encore, des différences d'attitude se font jour entre les adversaires de la « mutation » du parti, plus fortement attachés aux positions traditionnelles, et les partisans d'une transformation plus radicale, plus mesurés dans leurs opinions et plus ouverts à des évolutions des positions communistes.

L'Europe (Q.19)

On retrouve, à bien des égards, les mêmes lignes de clivage à propos du jugement porté sur l'appartenance de la France à l'Union européenne (Q.19). Les communistes restent très majoritairement « eurosceptiques ». Parmi ceux qui se prononcent, quatre adhérents sur cinq estiment que la France n'a pas vraiment tiré profit de son appartenance à l'Union européenne. Mais, sur ce sujet comme sur les précédents, les positions évoluent, et l'acceptation de l'Europe gagne du terrain dans les nouvelles générations. 26% des communistes de moins de 40 ans, et 30% de ceux qui ont adhéré au parti depuis 1990 jugent favorablement l'insertion de la France dans le cadre européen. Les proportions correspondantes ne sont, respectivement, que de 18% chez ceux qui ont plus de 40 ans, et de 15% chez ceux qui ont adhéré avant 1980. Quant à l'opposition entre « réfractaires » à la mutation du parti et « insatisfaits », elle se manifeste de la même façon que sur les enjeux précédemment évoqués. Les adeptes d'une transformation accélérée du parti sont les plus

favorables, ou plutôt les moins défavorables, à l'Union européenne. Près d'un quart d'entre eux jugent profitable l'appartenance de la France à celle-ci, alors que les « réfractaires » sont moins de 10% à partager ce point de vue.

Mais, à la différence de ce que l'on observait à propos du financement de l'enseignement privé et du rôle économique de l'État, ce ne sont pas les catégories populaires qui sont les plus ouvertes à une évolution des positions communistes concernant l'Europe. Ce sont les cadres supérieurs et les enseignants, et plus généralement les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, qui sont les moins critiques à l'égard de l'Union européenne, les ouvriers se singularisant ici par un taux de non-réponses relativement élevé (7,5%).

L'immigration (Q.13)

L'attitude vis-à-vis de l'immigration, qui relève à la fois du jugement porté sur un enjeu politique spécifique et, plus profondément, d'un ensemble d'orientations que l'on a pu qualifier de « libéralisme culturel », révèle un moindre consensus entre les membres du parti. Certes, le refus de considérer qu'« il y a trop d'immigrés en France » est très majoritaire (79%) parmi les communistes, reflétant en cela la position officielle du parti. Mais ce refus n'est radical (« pas d'accord du tout ») que chez les moitié des adhérents (52% de ceux qui se prononcent), alors que 27% d'entre eux se disent « plutôt pas d'accord » et que 21% jugent excessive la présence des immigrants. Deux facteurs jouent ici un rôle décisif

dans la distribution des opinions : la génération et le statut socioculturel. Plus les adhérents sont jeunes et diplômés, plus ils échappent à la tentation de la xénophobie. Et c'est chez les ouvriers que l'immigration suscite le plus de réactions négatives (31%) et le moins de réactions clairement conformes à la ligne dominante du parti en la matière (39%).

Il n'en reste pas moins que, dans toutes les catégories sociales, l'attitude des communistes concernant l'immigration est beaucoup plus ouverte que celle de l'ensemble des Français. Même dans les catégories populaires, et notamment chez les ouvriers, les communistes sont ceux qui acceptent le mieux la présence des immigrés sur le territoire national. Cette ouverture, et les logiques sociales qui en conditionnent les modalités, sont conformes à ce que l'on observe à propos des autres indicateurs du « libéralisme culturel » utilisés dans le questionnaire soumis aux adhérents du PCF.

4 – Attitudes politiques et culturelles

Le libéralisme culturel (Q.13, Q.14)

Quatre thèmes généralement considérés comme de bons indicateurs du libéralisme culturel figurent dans le questionnaire : l'immigration, l'organisation hiérarchique de la société, la peine de mort, le rôle de l'école. Ainsi qu'on l'a signalé, les observations produites à propos du thème de l'immigration s'appliquent à l'ensemble des opinions révélatrices du degré de libéralisme culturel, considéré principalement ici dans sa dimension anti-autoritaire. Les communistes sont nettement plus

« libéraux » que la moyenne de leurs compatriotes et que les membres du parti socialiste. Mais, comme dans l'ensemble de la société française le degré de libéralisme culturel est fortement déterminé chez eux par l'âge et, surtout par le statut social et culturel.

Qu'il s'agisse de la peine de mort (Q.13) ou du rôle de l'école (Q.14), ce sont les réponses les moins « répressives » et les moins « autoritaires » qui l'emportent à une écrasante majorité. Neuf communistes sur dix, parmi ceux qui s'expriment (il n'y a que 3% de non-réponses), sont hostiles au rétablissement de la peine de mort, et 84% y sont hostiles absolument (« pas du tout d'accord »). De même 84% des adhérents qui se prononcent estiment que « l'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique » plutôt que « donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort ». On notera que, sur cette question, la proportion d'adhérents qui refusent de choisir est relativement élevée (7%). Il s'agit, dans bien des cas, comme le montre l'examen des questionnaires, d'adhérents qui pensent que l'école doit assumer de façon égale « les deux » fonctions.

Les opinions sont en revanche beaucoup plus partagées lorsqu'il s'agit de savoir si, « dans la société, il faut une hiérarchie et des chefs ». Une majorité relativement faible (54% des réponses) est en désaccord avec cette proposition, et elle est elle-même divisée de façon assez équilibrée entre ceux qui ne sont « pas d'accord du tout » (28%) et ceux qui ne sont « plutôt pas d'accord » (26%). Dans la forte minorité (46%) qui est d'accord avec la conception hiérarchique de la société, le consentement est

cependant assez modéré : ceux qui sont « plutôt d'accord » (33%) l'emportent nettement sur ceux qui sont « tout à fait d'accord » (13%). La relative faiblesse de l'attitude anti-autoritaire sur ce point résulte probablement à la fois de la très forte adhésion de la société française au phénomène hiérarchique, et d'une tradition proprement communiste qui a longtemps privilégié un fonctionnement centralisé, quasi militaire, du parti, mettant l'accent sur la discipline et sur l'exécution docile des décisions prises au sommet de l'appareil. Malgré tout, sur ce terrain comme sur les autres, les communistes restent beaucoup moins autoritaires que l'ensemble des Français.

L'autre constat qui s'impose touche aux facteurs qui modulent le degré de libéralisme culturel. Ceux qui jouent dans l'ensemble de la société jouent aussi à l'intérieur du parti. Dans celui-ci comme dans celle-là, le niveau d'éducation et le statut social sont prépondérants. Ce sont les ouvriers qui sont les moins « libéraux », de même que ceux qui ont le moins longtemps fréquenté le système scolaire. L'âge aussi joue un rôle important, mais avec une exception notable. Si les jeunes communistes sont encore moins attachés que leurs aînés aux valeurs d'autorité en matière d'enseignement et de hiérarchie sociale, ils sont en revanche plus enclins à admettre le rétablissement de la peine de mort : 14% des adhérents de moins de 40 ans, et même 19% des communistes entrés dans le parti depuis 1996 y sont favorables.

La confiance dans l'intelligence et dans l'action (Q.12)

Les communistes, très majoritairement, témoignent d'une grande confiance dans les capacités humaines : capacité de l'intelligence face à la politique et, plus généralement au monde ; capacité de l'action à modifier le cours des choses. Ils s'inscrivent en cela dans une tradition rationaliste et démocratique qui ne reconnaît aucune limite aux progrès de la science et à l'efficacité de l'action humaine, et fonde sur l'aptitude de chacun à accéder à la connaissance sa légitimité à « dire son mot » en politique.

Ainsi, 85% des communistes rejettent, le plus souvent de façon catégorique (64%) l'idée selon laquelle « la politique, ce sont des choses trop compliquées et il faut être un spécialiste pour les comprendre ». Certes, la revendication de la compétence est d'autant plus affirmée que le niveau d'éducation des militants est élevé et que leur position sociale est sûre et valorisée par la société. Titulaires d'un emploi stable, bacheliers et diplômés de l'enseignement supérieur, cadres supérieurs et enseignants récusent la conception technocratique de la politique, dans des proportions qui approchent ou dépassent 90%. Mais même chez ceux dont le bagage scolaire est faible et dont le statut social est moins favorable, le refus de se dire incompétent face à la politique prédomine largement. 63% des adhérents qui n'ont aucun diplôme, 72% de ceux qui n'ont qu'un certificat d'études primaires, 75% des employés et 79% des ouvriers considèrent que la politique est l'affaire de tous – donc d'eux-mêmes. La maturité et l'expérience militante renforcent cette assurance : les plus convaincus en la

matière sont les communistes qui ont plus de dix ans d'engagement partisan, et ceux qui sont âgés de 40 à 60 ans.

La confiance dans la raison et dans l'intelligence humaine se manifeste sur un plan beaucoup plus général, dans le refus, lui aussi très majoritaire bien qu'un peu moins massif, de considérer qu'« il existe des phénomènes surnaturels que la science ne pourra jamais expliquer ». Sept communistes sur dix expriment leur négation du surnaturel et leur foi dans la science. Mais le doute est ici un peu plus présent qu'en matière politique. Outre les adhérents qui admettent l'existence de phénomènes surnaturels inexplicables (30%), une partie de ceux qui la contestent (un quart des adhérents) le font avec une certaine hésitation (« plutôt pas d'accord »). La logique des choix est ici la même qu'en ce qui concerne la politique : l'insertion dans la vie active et militante, le niveau de diplôme et le statut social jouent dans le même sens, l'écart entre catégories extrêmes étant toutefois plus affirmé. La croyance dans le surnaturel est majoritaire (59%) chez les adhérents qui n'ont aucun diplôme (et chez eux seuls) et concerne près de 40% des employés et des ouvriers, alors qu'elle ne dépasse pas 17% chez les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, et 10% chez les cadres supérieurs et professions libérales.

Enfin, le refus de l'impuissance et de la résignation ne se limite pas au domaine de l'esprit. Il s'étend à celui de l'action politique et se manifeste par un volontarisme qu'assument quatre communistes sur cinq (81%), en souscrivant à l'idée que « pour changer les choses dans le pays, il suffit de le vouloir vraiment ». Même si ce volontarisme n'est absolu que

chez 45% des adhérents (« tout à fait d'accord »), le scepticisme est très minoritaire (19%) et le scepticisme absolu marginal (« pas du tout d'accord » : 5%). Mais les logiques de distribution des opinions sont assez différentes de celles qui structurent la confiance dans l'intelligence. Ce sont les adhérents les plus âgés, les moins intégrés à la vie professionnelle, les moins diplômés, ainsi que les ouvriers (92%) qui expriment la plus grande confiance dans le pouvoir de la volonté, les titulaires d'un emploi stable, ceux qui ont fait des études supérieures, les cadres et les enseignants étant plus sceptiques ou plus nuancés.

Au total, les communistes apparaissent très confiants dans l'aptitude de l'humanité à maîtriser son destin, et peu réceptifs à un discours qui invoquerait les « contraintes » et le « réalisme » pour poser des limites aux aspirations des citoyens.

La dimension gauche-droite (Q.20)

Les communistes acceptent sans difficulté de se situer sur la dimension gauche-droite qui, apparemment, conserve à leurs yeux sa pertinence. La très faible proportion d'entre eux qui s'abstient de le faire (2%) ne peut en effet être imputée au fait que la façon dont la question était posée ne prévoyait pas l'éventualité d'un tel refus, car, sur d'autres questions, qui ne l'envisageaient pas non plus, les adhérents ne se privent pas, le cas échéant de refuser de choisir.

On ne sera pas surpris que neuf communistes sur dix se situent sur les deux positions (1 et 2) situées le plus à gauche d'un axe qui en compte sept, une petite minorité choisissant ce que l'on peut qualifier de « centre gauche » (position 3), et les autres (4%) se dispersant sur les autres positions. Le clivage essentiel est celui qui distingue les communistes « d'extrême gauche » (position 1) et les communistes « de gauche » (position 2), qui représentent respectivement 50% et 40% des adhérents qui acceptent de se situer. Les premiers apparaissent globalement plus âgés (moyenne d'âge : 51 ans et 10 mois) que les seconds (48 ans et 10 mois), et plus anciens dans le parti. D'autre part, la position extrême est plus souvent choisie par les ouvriers (54%) et par les adhérents les moins diplômés (plus de 60% de ceux qui n'ont que le certificat d'études primaires ou aucun diplôme). En revanche, les communistes appartenant aux « classes moyennes » se situent plus fréquemment (44 à 46%) un peu moins à gauche, sur la position 2. Mais dans toutes les catégories professionnelles, c'est la position d'extrême gauche qui prédomine.

Quant à leurs opinions, les communistes « d'extrême gauche » se distinguent, de façon logique, par un plus grand attachement aux valeurs traditionnelles du communisme (notamment au rôle dirigeant de la classe ouvrière et à la socialisation des moyens de production) et aux positions politiques qui y sont associées (intervention de l'État dans l'économie, critique du fonctionnement de la démocratie, appréciation favorable des régimes socialistes, volontarisme politique...). On a déjà vu, d'autre part (tableau 14), et ceci corrobore les observations précédentes, que les communistes les plus réfractaires à la mutation du parti se situent plus

volontiers à l'extrême gauche que ceux qui souhaitent accentuer la transformation du parti.

IV – LES COMMUNISTES ET LEUR ENVIRONNEMENT

1 – L’appréciation des autres partis (Q.17)

L’acceptation de la dimension gauche-droite et de sa pertinence se vérifie dans la perception que les adhérents du PCF ont des autres partis politiques français. Invités à noter ces derniers de 1 à 10 selon le degré de sympathie qu’ils leur inspirent, les communistes adoptent, dans l’ensemble, une grille de notation assez sévère, puisque les notes moyennes attribuées aux diverses formations varient de 1,08 à 5,17 (tableau 16). Mais une claire distinction est opérée entre gauche et droite, ce qui n’a pas toujours été le cas dans l’histoire du communisme français, qui a parfois mis sur le même plan « sociaux-traîtres » et « réactionnaires ».

Tableau 16 : Moyenne des notes de sympathie (de 1 à 10) attribuées aux partis (classement décroissant)

1. MDC	5,17
2. Verts	5,10
3. PS	4,93
4. LCR	4,78
5. PRG	3,86
6. GE	2,49
7. RPR	1,86
8. UDF	1,58
9. FN	1,08

Alors que les notes moyennes attribuées aux partis de droite se situent entre 1 et 2, les formations de gauche obtiennent toutes des notes moyennes supérieures à 4,7, à l'exception du Parti radical de gauche (3,86) quelque peu suspect de centrisme. Génération Écologie occupe une place apparemment intermédiaire entre ces deux groupes clairement identifiés, avec une note moyenne de 2,49. Mais en réalité, GE relève à l'évidence, aux yeux des communistes, du même camp politique que les partis se réclamant explicitement de la droite. C'est vrai aussi bien en ce qui concerne l'écart qui sépare la note de GE de celle des partis de droite (0,6 point d'écart avec le RPR), sensiblement inférieur à celui qui la sépare des partis de gauche (1,37 point avec le PRG), qu'en ce qui concerne la structure de distribution des notes recueillies par GE, identique à celle qui caractérise le RPR et l'UDF (graphique 4).

Graphique 4 : Distribution des notes de sympathie pour les partis politiques

Les distributions respectives des notes attribuées aux différents partis confirment l'existence de deux grands ensembles, distincts aux yeux des communistes correspondant à l'opposition entre gauche et droite. Le MDC, les Verts, le PS, la LCR et le PRG, cités ici dans l'ordre décroissant de leurs notes moyennes, ont en commun d'avoir pour note modale la note 5. La note modale de tous les autres partis est 1, ce qui exprime bien le rejet dont ils sont l'objet de la part des adhérents du PCF, ce rejet étant absolu en ce qui concerne le FN (plus de 98% de notes 1).

Ces notations marquent, au-delà des conflits et des méfiances, la réalité de l'alliance entre le PCF et le PS. Celui-ci est à peine moins bien noté que le MDC ou les Verts, ces derniers recueillant des appréciations particulièrement favorables chez les communistes les plus jeunes et les plus diplômés, et chez les enseignants. Le cas de la Ligue communiste révolutionnaire est un peu particulier. Le parti d'Alain Krivine obtient, parmi les adhérents du PCF, une sympathie tempérée par la rémanence d'une vieille aversion pour le trotskysme. Les notes les plus basses (de 1 à 3) sont plus nombreuses pour la LCR que pour les autres partis de gauche (PRG excepté), mais aussi les notes les plus hautes (de 8 à 10), qui traduisent probablement une certaine attraction pour l'action (ou le verbe) révolutionnaire, particulièrement chez les adhérents les plus jeunes, qui placent la LCR en tête de leurs sympathies, de même que ceux qui sont au chômage ou ont un emploi précaire. Quant au PS, il suscite peu de réactions de rejet – c'est lui qui obtient le moins de notes très basses -, mais aussi peu

de sympathie extrême par rapport aux autres partis de gauche : il n'arrive qu'au quatrième rang pour les notes élevées (8 à 10).

On notera enfin que la perception respective et relative du PS et de la LCR entretient des liens étroits avec l'attitude des communistes à l'égard de l'évolution de leur propre parti (graphique 5). Les adhérents acquis à la « mutation », qu'ils en soient satisfaits ou qu'ils la jugent encore insuffisante, ont en commun un jugement un peu plus favorable pour le PS que pour la LCR, l'écart entre les deux étant un peu plus faible chez les « insatisfaits » que chez les « satisfaits ». Les « réfractaires » à la mutation, au contraire, se distinguent radicalement des deux autres groupes en exprimant une sympathie maximale pour la LCR, qui obtient de leur part la note moyenne la plus élevée (5,19), et une assez forte antipathie pour le PS (3,37).

Graphique 5 : Sympathie comparée pour le PS et la LCR selon l'appréciation du changement du PCF

II - L'appréciation des pays étrangers (Q.18)

Sollicités, dans les mêmes termes que pour les partis politiques, d'évaluer la sympathie qu'ils éprouvent pour la politique de divers pays étrangers, les communistes répondent moins volontiers qu'aux autres questions. Sentiment d'incompétence, embarras, sentiments contradictoires, caractère trop imprécis de la question ? Toujours est-il que les taux de non-réponses varient de 12% (à propos de Cuba) à 19% (à propos du Brésil). On notera d'emblée que les deux pays pour lesquels le taux de réponse est le plus élevé sont ceux qui occupent les positions extrêmes dans la hiérarchie des sympathies communistes : Cuba, classé en tête, et les États-Unis, classés en dernière position. D'autre part, on remarque que la gamme des notes à attribuer est plus largement utilisée que pour les partis politiques, du fait d'un recours plus fréquent aux notes élevées. Les notes moyennes recueillies par les pays vont de 1,95 à 6,68, témoignant d'une moindre sévérité dans les jugements, qui s'exprime aussi dans le fait qu'aucun pays étranger, pas même les États-Unis, ne fait l'objet d'un rejet aussi radical que le Front national parmi les partis français.

Tableau 17 : Moyenne des notes de sympathie (de 1 à 10) attribuées à la politique des pays (classement décroissant)

1. Cuba	6,68
2. Afrique du Sud	6,35
3. Viet-nam	5,21
4. Suède	4,91
5. Italie	4,30
6. Chine	3,86
7. Allemagne	3,17
8. Corée du Nord	2,90
9. Brésil	2,65
10. Algérie	2,52
11. Russie	2,04
12. USA	1,95

La hiérarchie qui se dégage des diverses notations (tableau 17) témoigne des traces qu'a laissées dans la vision des communistes la coupure du monde entre pays « socialistes » et pays « occidentaux », mais aussi de leurs limites, voire de leur dépérissement. Il est certes particulièrement remarquable, sur le plan des symboles, que Cuba soit, globalement, placé au premier rang, alors que les Etats-Unis occupent la dernière position, dans la mesure où la confrontation entre ces deux pays peut passer, aux yeux des communistes, pour emblématique de la lutte anti-impérialiste, opposant un petit pays communiste, qui a incarné pour toute une génération de militants de gauche, le romantisme révolutionnaire, à la première puissance mondiale, synonyme du capitalisme hégémonique. Mais au-delà de cet antagonisme mobilisant les affects autant que le jugement politique, force est de constater que le classement des divers pays suivant la sympathie qu'inspire leur politique est loin de se réduire à une opposition

manichéenne entre les survivants du « camp socialiste » et les pays « occidentaux ».

Graphique 6 : Distribution des notes de sympathie pour la politique des pays

Si les trois pays les plus appréciés sont, outre Cuba, l'Afrique du sud, pays « progressiste » magnifié par la victoire sur l'apartheid, et le Vietnam, autre pays communiste investi de souvenirs et d'émotions liés à la lutte anti-coloniale et anti-impérialiste, les autres pays régis par des partis communistes que sont la Chine et la Corée du Nord sont loin de bénéficier de la même sympathie. Ils sont devancés par la Suède, dont l'image est étroitement associée à celle de la social-démocratie, par l'Italie et même, en ce qui concerne la Corée du Nord, par l'Allemagne, pourtant vouée aux gémonies par des générations de communistes, y compris après la chute du nazisme : que l'on se rappelle la dénonciation des « revanchards de Bonn » ou, plus tard, de « la social-démocratie à la Helmut Schmidt ». Le réexamen, par les dirigeants communistes eux-mêmes, des liens qu'il entretenaient avec les pays du « socialisme réel » se conjugue ici avec le discrédit qui affecte l'image de la Chine et de la Corée du Nord dans l'opinion française. Le rang de ces deux pays dans le classement n'est malgré tout pas accablant et apparaît comme un compromis entre la réévaluation des amitiés internationales et la prégnance de l'héritage historique en la matière.

Les États-Unis, quant à eux, font toujours figure de repoussoir, mais ne sont désormais guère plus mal perçus que la Russie qui concentre probablement les griefs contradictoires des nostalgiques de l'Union soviétique, de ceux qui trouvent que l'héritage stalinien n'est décidément pas vraiment répudié par le régime de M. Eltsine, et de ceux qui attendaient autre chose d'une prétendue conversion à la démocratie pluraliste.

La hiérarchie qui ordonne, dans l'ensemble, les degrés de sympathie des communistes à l'égard des pays considérés est assez largement partagée par les diverses catégories d'adhérents, quels que soient les critères sur lesquels elle repose. Dans aucune d'entre elles, en effet, le classement n'est vraiment bouleversé. Mais les nuances qui l'affectent, assez marginalement, ne sont pas sans signification. Les régimes qui se réclament du communisme bénéficient évidemment d'une plus grande sympathie de la part des communistes les plus attachés à l'héritage historique et les plus rétifs à la mutation, qui sont par ailleurs les plus critiques à l'égard de la Suède, de l'Italie et de l'Allemagne et qui, évidemment, notent les Etats-Unis encore plus mal que leurs camarades. Ainsi la Chine devance l'Italie et la Suède, de même que la Corée du Nord devance l'Allemagne chez les adhérents les plus âgés et les plus anciens dans le parti, chez les ouvriers et chez ceux dont le niveau d'études est le plus faible. En revanche, les communistes les plus jeunes, ceux dont l'appartenance au parti est plus récente, qui ont suivi des études plus poussées, et dont le statut social est plus favorisé préfèrent souvent l'Afrique du Sud à Cuba, la Suède au Vietnam, et l'Allemagne à la Chine. Ils sont même moins sévères à l'égard des Etats-Unis qu'ils notent mieux, en moyenne, que la Russie. Ce sont, bien sûr, les partisans d'une mutation renforcée du parti (les « insatisfaits ») qui sont les plus critiques vis-à-vis des régimes communistes et les plus indulgents à l'égard des pays « occidentaux » où la social-démocratie est puissante comme l'Italie, l'Allemagne et, surtout, la Suède (graphique 7).

**Graphique 7 : Sympathie comparée pour la politique des pays selon
l'appréciation du changement du PCF**

CONCLUSION

Tout au long des commentaires rendant compte des résultats de l'enquête, on a pu mesurer l'importance des clivages qui distribuent les adhérents et cristallisent les opinions en fonction de l'attitude vis-à-vis de la mutation du parti engagée sous la direction de Robert Hue. Les résistances, certes minoritaires, se manifestent principalement parmi les adhérents appartenant aux couches populaires, qui ont toujours formé la base naturelle du PCF. D'autre part, l'aspiration au changement le plus radical est plutôt portée par les adhérents les plus jeunes, les plus diplômés, les mieux dotés socialement, c'est-à-dire par les catégories en expansion dans la population française. C'est dire que la « réussite de la mutation » est largement conditionnée par le renouvellement du parti et par sa capacité à rallier les populations porteuses d'avenir. A condition toutefois que le mouvement n'entraîne pas une désaffection des catégories populaires qui donnent au PCF sa vocation première et sa principale originalité sociologique, et dont il ne peut se permettre de perdre le soutien.

ANNEXES : RÉSULTATS D'ENSEMBLE

I – L'échantillon national d'adhérents

II – Le questionnaire envoyé aux adhérents

III – Les réponses au questionnaire

L'ÉCHANTILLON NATIONAL D'ADHÉRENTS

Cet échantillon de 5075 adhérents du Parti communiste a été constitué par prélèvement quasi aléatoire dans 80 des 96 départements métropolitains, à proportion des effectifs de chaque fédération. Les adhérents composant cet échantillon ont été destinataires du questionnaire dont on trouvera le contenu plus loin.

Les seules données relevées sur l'échantillon national sont celles qui figuraient en 1997 sur le talon de la carte annuelle d'adhérent : le sexe, l'âge, la profession, la commune de résidence, le type de cellule d'appartenance, l'année d'adhésion.

L'échantillon se fonde sur l'état des adhérents à la fin de 1997. Le questionnaire individuel a été envoyé, par l'intermédiaire des fédérations, aux adhérents composant l'échantillon entre la fin du mois de mars et la mi-juin 1998. Les derniers retours ont été enregistrés à la fin du mois de juillet 1998.

Les sept tableaux ci-après rendent compte des informations concernant l'échantillon national.

T.1 - Sexe

	Nombre	% total	% valide
Masculin	3038	59.9	60.2
Féminin	2006	39.5	39.8
Sans réponse	31	0.6	
TOTAL	5075	100	100

T.2 - Age

	Nombre	% total	% valide
Moins de 20 ans	70	1.4	1.5
De 20 à 24 ans	186	3.7	4.0
De 25 à 29 ans	234	4.6	5.0
De 30 à 34 ans	364	7.2	7.8
De 35 à 39 ans	518	10.2	11.0
De 40 à 44 ans	650	12.8	13.9
De 45 à 49 ans	630	12.4	13.4
De 50 à 54 ans	507	10.0	10.8
De 55 à 59 ans	388	7.6	8.3
De 60 à 64 ans	337	6.6	7.2
De 65 à 69 ans	264	5.2	5.6
De 70 à 74 ans	228	4.5	4.9
De 75 à 79 ans	156	3.1	3.3
80 ans et plus	158	3.1	3.4
Sans réponse	385	7.6	
TOTAL	5075	100	100

T.3 – Activité professionnelle

	Nombre	% total
Actifs	2637	52.0
Retraités	1243	24.5
Autres inactifs + sans réponse	1195	23.5
TOTAL	5075	100

T.4 – Profession des actifs

	Nombre	% total	% actifs
Agriculteur exploitant	41	0.8	1.6
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	85	1.7	3.2
Profession libérale	13	0.3	0.5
Cadre supérieur administratif ou technique	186	3.7	7.1
Professeur ou assimilé	97	1.9	3.7
Instituteur ou assimilé	126	2.5	4.8
Profession intermédiaire de la santé ou du travail social	121	2.4	4.6
Profession intermédiaire administrative	112	2.2	4.2
Technicien, agent de maîtrise	164	3.2	6.2
Employé de bureau	706	13.9	26.8
Employé de commerce, personnel des services aux particuliers	151	3.0	5.7
Employé (sans précision)	10	0.2	0.4
Ouvrier qualifié	456	9.0	17.3
Ouvrier non qualifié, ouvrier agricole	190	3.7	7.2
Ouvrier (sans précision)	179	3.5	6.8
Inactif + sans réponse	2438	48.0	
TOTAL	5075	100	100

T.5 – Lieu de résidence

	Nombre	% total	% valide
Agglomération de Paris	1706	33.6	33.7
Agglomération de 100 000 habitants ou plus	1479	29.1	29.2
Agglomération de 10 000 à moins de 100 000 habitants	790	15.6	15.6
Agglomération de 2 000 à moins de 10 000 habitants	354	7.0	7.0
Commune rurale	731	14.4	14.4
Sans réponse	15	0.3	
TOTAL	5075	100	100

T.6 – Nature de la cellule d'appartenance

	Nombre	% total	% valide
Cellule locale ou rurale	4191	82.6	82.9
Cellule d'entreprise ou d'établissement scolaire	862	17.0	17.1
Sans réponse	22	0.4	
TOTAL	5075	100	100

T.7 - Période d'adhésion

	Nombre	% total	% valide
Avant 1944	109	2.1	2.6
De 1944 à 1958	407	8.0	9.8
De 1959 à 1971	646	12.7	15.6
De 1972 à 1979	716	14.1	17.3
De 1980 à 1989	655	12.9	15.8
De 1990 à 1995	822	16.2	19.8
Depuis 1996	793	15.6	19.1
Sans réponse	927	18.3	
TOTAL	5075	100	100

QUESTIONS AUX ADHÉRENTS DU PCF

III - LES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE

Les tableaux qui suivent traduisent les 1038 réponses au questionnaire postal adressé à l'échantillon national d'adhérents du Parti communiste, dont la description a été donnée ci-dessus. Ces réponses sont brutes et n'ont fait l'objet d'aucun redressement. Pour chacune des questions, et éventuellement des sous-questions, sont indiqués :

- le libellé exact de la question tel qu'il figurait dans le questionnaire,
- le libellé des modalités de réponses possibles,
- le nombre des répondants, en valeur absolue, pour chacune de ces modalités,
- le pourcentage par rapport au total des 1038 questionnaires,
- le pourcentage par rapport au nombre des réponses valides à la question considérée.

Quelques questions seulement ont fait l'objet d'un codage ou d'une distribution *a posteriori* :

- les Q.1 (année d'adhésion) et Q.22 (année de naissance), qui ont été respectivement redistribuées en périodes d'adhésion et en classes d'âge de cinq années,

- la Q.6 (appartenance à un syndicat), pour laquelle à été créée la catégorie « FSU », puisque le questionnaire demandait à quelle organisation autre que la CGT appartenait éventuellement le répondant,

- la Q.23 (activité professionnelle), où la catégorie « oui, dans une activité indépendante » a été créée en fonction de la profession déclarée à la Q.24,

- la Q.24 (profession de référence), question ouverte qui a été codée à partir de la *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles* (INSEE 1994).

1 – ADHESION ET PRATIQUES MILITANTES
(Q.1 à Q.8)

Q.1 – En quelle année avez-vous adhéré au Parti communiste pour la première fois ?

	Nombre	% total	% valide
Avant 1944	32	3.1	3.1
De 1944 à 1958	146	14.1	14.3
De 1959 à 1971	242	23.3	23.7
De 1972 à 1979	244	23.5	23.9
De 1980 à 1989	163	15.7	15.9
De 1990 à 1995	114	11.0	11.2
Depuis 1996	81	7.8	7.9
Sans réponse	16	1.5	
TOTAL	1038	100	100

Q 2 - Depuis cette date y a-t-il eu une ou plusieurs périodes d'interruption de votre adhésion au parti ?

	Nombre	% total	% valide
Oui	166	16.0	16.2
Non	859	82.8	83.8
Sans réponse	13	1.3	
TOTAL	1038	100	100

Q.3 - Actuellement, dans le Parti communiste, êtes-vous...

secrétaire de cellule ?

	Nombre	% total
Oui	159	15.3
Non + sans réponse	879	84.7
TOTAL	1038	100

responsable de section ?

	Nombre	% total
Oui	238	22.9
Non + sans réponse	800	77.1
TOTAL	1038	100

responsable de fédération ?

	Nombre	% total
Oui	81	7.8
Non + sans réponse	957	92.2
TOTAL	1038	100

responsable national ?

	Nombre	% total
Oui	5	0.5
Non + sans réponse	1033	99.5
TOTAL	1038	100

Q.4 – Avez-vous été, au moins une fois, candidat à une élection politique (municipale, cantonale, régionale, parlementaire) ?

	Nombre	% total
Oui	428	41.2
Non + sans réponse	610	58.8
TOTAL	1038	100

Q.5 – Lisez-vous régulièrement...

un quotidien régional (y compris *Le Parisien*) ?

	Nombre	% total
Oui	488	47.0
Non + sans réponse	550	53.0
TOTAL	1038	100

L'Humanité quotidienne ?

	Nombre	% total
Oui	716	69.0
Non + sans réponse	322	31.0
TOTAL	1038	100

un autre quotidien national (*Le Monde, Libération, Le Figaro...*) ?

	Nombre	% total
Oui	254	24.5
Non + sans réponse	784	75.5
TOTAL	1038	100

des publications communistes autres que *L'Humanité* (*Huma Hebdo, Regards...*) ?

	Nombre	% total
Oui	718	69.2
Non + sans réponse	320	30.8
TOTAL	1038	100

Q.6 – Appartenez-vous à un syndicat ou à une organisation professionnelle ?

	Nombre	% total
Oui, à la CGT	612	59.0
Oui, à la FSU	105	10.1
Oui, à une autre organisation	32	3.1
Non + sans réponse	289	27.8
TOTAL	1038	100

Q.7 – Appartenez-vous à une ou plusieurs autres organisations (par exemple dans les secteurs sports, logement, parents d'élèves, solidarité, environnement, femmes...)?

	Nombre	% total
Oui, à une organisation	322	31.0
Oui, à deux organisations ou plus	270	26.0
Non + sans réponse	446	43.0
TOTAL	1038	100

Q.8 – En moyenne, combien de temps par mois consacrez-vous à vos activités militantes...

dans le parti ?

	Nombre	% total	% valide
Moins d'une heure	281	27.1	30.6
De une à 10 heures	475	45.8	51.7
Plus de 10 heures	163	15.7	17.7
Sans réponse	119	11.5	
TOTAL	1038	100	100

dans un syndicat ?

	Nombre	% total	% valide
Moins d'une heure	186	17.9	30.3
De une à 10 heures	222	21.4	36.2
Plus de 10 heures	205	19.7	33.4
Sans réponse	425	40.9	
TOTAL	1038	100	100

dans une organisation ?

	Nombre	% total	% valide
Moins d'une heure	180	17.3	33.1
De une à 10 heures	260	25.0	47.9
Plus de 10 heures	103	9.9	19.0
Sans réponse	495	47.7	
TOTAL	1038	100	100

2 – OPINIONS POLITIQUES ET ATTITUDES
 IDEOLOGIQUES
 (Q.9 à Q.20)

Q 9 – Diriez-vous du Parti communiste qu'il est actuellement...

moderne ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	745	71.8	78.5
Plutôt non	204	19.7	21.5
Sans réponse	89	8.6	
TOTAL	1038	100	100

sectaire ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	97	9.3	10.7
Plutôt non	811	78.1	89.3
Sans réponse	130	12.5	
TOTAL	1038	100	100

puissant ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	140	13.5	15.3
Plutôt non	776	74.8	84.7
Sans réponse	122	11.8	
TOTAL	1038	100	100

révolutionnaire ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	510	49.1	55.4
Plutôt non	411	39.6	44.6
Sans réponse	117	11.3	
TOTAL	1038	100	100

usé ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	162	15.6	17.8
Plutôt non	749	72.2	82.2
Sans réponse	127	12.2	
TOTAL	1038	100	100

démocratique ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	836	80.5	86.8
Plutôt non	127	12.2	13.2
Sans réponse	75	7.2	
TOTAL	1038	100	100

féministe ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	645	62.1	70.4
Plutôt non	271	26.1	29.6
Sans réponse	122	11.8	
TOTAL	1038	100	100

utile ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	976	94.0	97.4
Plutôt non	26	2.5	2.6
Sans réponse	36	3.5	
TOTAL	1038	100	100

Q.10 – En considérant le Parti communiste au cours des dernières années, avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord ?

	Nombre	% total	% valide
Le PCF a changé de façon positive, car il s'est modernisé	381	36.7	37.9
Le PCF a commencé à changer, mais pas assez	408	39.3	40.6
Le PCF n'a pas vraiment changé	30	2.9	3.0
Le PCF a changé de façon négative, car il perd une partie de son identité	185	17.8	18.4
Sans réponse	34	3.3	
TOTAL	1038	100	100

Q.11 – Depuis un certain temps, les différences d'opinion entre membres du parti s'expriment couramment de façon publique. A ce propos, avec laquelle de ces phrases êtes-vous le plus d'accord ?

	Nombre	% total	% valide
C'est une chose normale, car cela exprime la diversité des communistes	872	84.0	87.6
C'est une chose regrettable, car cela compromet la nécessaire unité du parti	124	11.9	12.4
Sans réponse	42	4.0	
TOTAL	1038	100	100

Q.12 – Estimez-vous qu’actuellement la démocratie en France...

	Nombre	% total	% valide
fonctionne très bien	13	1.3	1.3
fonctionne assez bien	232	22.4	22.7
ne fonctionne pas très bien	575	55.4	56.2
ne fonctionne pas bien du tout	204	19.7	19.9
Sans réponse	14	1.3	
TOTAL	1038	100	100

Q.13 – Voici une série d’opinions. Pour chacune d’elles, pouvez-vous dire si vous êtes tout à fait d’accord, plutôt d’accord, plutôt pas d’accord ou pas d’accord du tout ?

L’Etat ne devrait pas donner d’argent aux écoles privées

	Nombre	% total	% valide
tout à fait d’accord	621	59.8	60.7
plutôt d’accord	226	21.8	22.1
plutôt pas d’accord	102	9.8	10.0
pas d’accord du tout	74	7.1	7.2
Sans réponse	15	1.4	
TOTAL	1038	100	100

Il y a trop d'immigrés en France

	Nombre	% total	% valide
tout à fait d'accord	57	5.5	5.7
plutôt d'accord	150	14.5	14.9
plutôt pas d'accord	275	26.5	27.3
pas d'accord du tout	524	50.5	52.1
Sans réponse	32	3.1	
TOTAL	1038	100	100

La politique, ce sont des choses trop compliquées et il faut être un spécialiste pour les comprendre

	Nombre	% total	% valide
tout à fait d'accord	46	4.4	4.6
plutôt d'accord	106	10.2	10.6
plutôt pas d'accord	208	20.0	20.7
pas d'accord du tout	644	62.0	64.1
Sans réponse	34	3.3	
TOTAL	1038	100	100

Dans la société, il faut une hiérarchie et des chefs

	Nombre	% total	% valide
tout à fait d'accord	131	12.6	13.1
plutôt d'accord	326	31.4	32.7
plutôt pas d'accord	257	24.8	25.8
pas d'accord du tout	283	27.3	28.4
Sans réponse	41	3.9	
TOTAL	1038	100	100

L'intervention de l'Etat dans l'économie est un facteur de progrès

	Nombre	% total	% valide
tout à fait d'accord	415	40.0	42.2
plutôt d'accord	440	42.4	44.8
plutôt pas d'accord	91	8.8	9.3
pas d'accord du tout	37	3.6	3.8
Sans réponse	55	5.3	
TOTAL	1038	100	100

Il faudrait rétablir la peine de mort

	Nombre	% total	% valide
tout à fait d'accord	65	6.3	6.5
plutôt d'accord	35	3.4	3.5
plutôt pas d'accord	59	5.7	5.9
pas d'accord du tout	847	81.6	84.2
Sans réponse	32	3.1	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Pour changer les choses dans le pays, il suffit de le vouloir vraiment

	Nombre	% total	% valide
tout à fait d'accord	455	43.8	45.2
plutôt d'accord	363	35.0	36.1
plutôt pas d'accord	134	12.9	13.3
pas d'accord du tout	54	5.2	5.4
Sans réponse	32	3.1	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Il existe des phénomènes surnaturels que la science ne pourra jamais expliquer

	Nombre	% total	% valide
tout à fait d'accord	120	11.6	12.0
plutôt d'accord	177	17.1	17.8
plutôt pas d'accord	256	24.7	25.7
pas d'accord du tout	443	42.7	44.5
Sans réponse	42	4.0	
TOTAL	1038	100	100

Q.14 – En pensant à l'école, pouvez-vous dire avec laquelle de ces opinions vous êtes le plus d'accord ?

	Nombre	% total	% valide
L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort	154	14.8	16.0
L'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique	811	78.1	84.0
Sans réponse	73	7.0	
TOTAL	1038	100	100

Q.15 – D’après vous, les termes suivants sont-ils toujours d’actualité ou aujourd’hui dépassés ?

Le combat pour la laïcité

	Nombre	% total	% valide
d’actualité	948	91.3	93.5
dépassé	66	6.4	6.5
Sans réponse	24	2.3	
TOTAL	1038	100	100

La lutte des classes

	Nombre	% total	% valide
d’actualité	918	88.4	90.1
dépassé	101	9.7	9.9
Sans réponse	19	1.8	
TOTAL	1038	100	100

L'internationalisme

	Nombre	% total	% valide
d'actualité	833	80.3	84.4
dépassé	154	14.8	15.6
Sans réponse	51	4.9	
TOTAL	1038	100	100

Le rôle dirigeant de la classe ouvrière

	Nombre	% total	% valide
d'actualité	436	42.0	44.1
dépassé	552	53.2	55.9
Sans réponse	50	4.8	
TOTAL	1038	100	100

La socialisation des moyens de production

	Nombre	% total	% valide
d'actualité	730	70.3	74.0
dépassé	257	24.8	26.0
Sans réponse	51	4.9	
TOTAL	1038	100	100

La lutte contre l'impérialisme

	Nombre	% total	% valide
d'actualité	888	85.5	88.4
dépassé	116	11.2	11.6
Sans réponse	34	3.3	
TOTAL	1038	100	100

Q.16 – Tout bien considéré, estimez-vous que les pays de l'Europe de l'Est ont tiré profit ou non des régimes socialistes ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	454	43.7	47.3
Plutôt non	506	48.7	52.7
Sans réponse	78	7.5	
TOTAL	1038	100	100

Q.17 – Nous souhaiterions connaître votre degré de sympathie pour les partis suivants. Même si ce moyen vous paraît rudimentaire, pouvez-vous noter chacun d'entre eux de 1 à 10 (1 étant la note de sympathie la plus basse, 10 la note la plus élevée)

Les Verts

	Nombre	% total	% valide
Note 1	74	7.1	7.5
2	75	7.2	7.6
3	88	8.5	8.9
4	89	8.6	9.0
5	265	25.5	26.9
6	140	13.5	14.2
7	101	9.7	10.2
8	99	9.5	10.0
9	34	3.3	3.4
10	21	2.0	2.1
Sans réponse	52	5.0	
TOTAL	1038	100	100

L'UDF

	Nombre	% total	% valide
Note 1	615	59.2	63.1
2	232	22.4	23.8
3	85	8.2	8.7
4	25	2.4	2.6
5	11	1.1	1.1
6	2	0.2	0.2
7	1	0.1	0.1
8	0	0	0
9	3	0.3	0.3
10	1	0.1	0.1
Sans réponse	63	6.1	
TOTAL	1038	100	100

La Ligue communiste révolutionnaire

	Nombre	% total	% valide
Note 1	132	12.7	13.6
2	107	10.3	11.0
3	90	8.7	9.2
4	81	7.8	8.3
5	215	20.7	22.1
6	103	9.9	10.6
7	74	7.1	7.6
8	86	8.3	8.8
9	36	3.5	3.7
10	49	4.7	5.0
Sans réponse	65	6.3	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Le Front national

	Nombre	% total	% valide
Note 1	958	92.3	98.4
2	4	0.4	0.4
3	0	0	0
4	1	0.1	0.1
5	4	0.4	0.4
6	2	0.2	0.2
7	0	0	0
8	1	0.1	0.1
9	1	0.1	0.1
10	3	0.3	0.3
Sans réponse	64	6.2	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Le Parti socialiste

	Nombre	% total	% valide
Note 1	73	7.0	7.4
2	78	7.5	7.9
3	79	7.6	8.0
4	104	10.0	10.6
5	303	29.2	30.9
6	135	13.0	13.7
7	101	9.7	10.3
8	71	6.8	7.2
9	20	1.9	2.0
10	18	1.7	1.8
Sans réponse	56	5.4	
TOTAL	1038	100	100

Génération écologie

	Nombre	% total	% valide
Note 1	417	40.2	43.0
2	191	18.4	19.7
3	116	11.2	12.0
4	88	8.5	9.1
5	95	9.2	9.8
6	24	2.3	2.5
7	25	2.4	2.6
8	10	1.0	1.0
9	2	0.2	0.2
10	2	0.2	0.2
Sans réponse	68	6.6	
TOTAL	1038	100	100

Le RPR

	Nombre	% total	% valide
Note 1	531	51.2	54.4
2	216	20.8	22.1
3	126	12.1	12.9
4	62	6.0	6.4
5	29	2.8	3.0
6	8	0.8	0.8
7	1	0.1	0.1
8	1	0.1	0.1
9	1	0.1	0.1
10	1	0.1	0.1
Sans réponse	62	6.0	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Le Parti radical de gauche

	Nombre	% total	% valide
Note 1	159	15.3	16.2
2	150	14.5	15.3
3	124	11.9	12.7
4	143	13.8	14.6
5	215	20.7	22.0
6	92	8.9	9.4
7	45	4.3	4.6
8	33	3.2	3.4
9	7	0.7	0.7
10	11	1.1	1.1
Sans réponse	59	5.7	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Le Mouvement des citoyens

	Nombre	% total	% valide
Note 1	82	7.9	8.4
2	81	7.8	8.2
3	95	9.2	9.7
4	77	7.4	7.8
5	208	20.0	21.2
6	151	14.5	15.4
7	115	11.1	11.7
8	101	9.7	10.3
9	42	4.0	4.3
10	30	2.9	3.1
Sans réponse	56	5.4	
TOTAL	1038	100	100

Q.18 – En utilisant la même méthode, pouvez-vous noter de 1 à 10, selon votre degré de sympathie, la politique des pays suivants ?

Italie

	Nombre	% total	% valide
Note 1	111	10.7	12.6
2	72	6.9	8.2
3	116	11.2	13.2
4	130	12.5	14.8
5	251	24.2	28.5
6	97	9.3	11.0
7	38	3.7	4.3
8	45	4.3	5.1
9	12	1.2	1.4
10	9	0.9	1.0
Sans réponse	157	15.1	
TOTAL	1038	100	100

Afrique du sud

	Nombre	% total	% valide
Note 1	44	4.2	4.9
2	35	3.4	3.9
3	32	3.1	3.6
4	45	4.3	5.0
5	143	13.8	16.0
6	136	13.1	15.2
7	135	13.0	15.1
8	189	18.2	21.1
9	53	5.1	5.9
10	83	8.0	9.3
Sans réponse	143	13.8	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Cuba

	Nombre	% total	% valide
Note 1	32	3.1	3.5
2	24	2.3	2.6
3	36	3.5	3.9
4	33	3.2	3.6
5	169	16.3	18.4
6	130	12.5	14.2
7	112	10.8	12.2
8	169	16.3	18.4
9	77	7.4	8.4
10	135	13.0	14.7
Sans réponse	121	11.7	
TOTAL	1038	100	100

Etats-Unis

	Nombre	% total	% valide
Note 1	542	52.2	60.3
2	131	12.6	14.6
3	97	9.3	10.8
4	52	5.0	5.8
5	48	4.6	5.3
6	14	1.3	1.6
7	4	0.4	0.4
8	5	0.5	0.6
9	3	0.3	0.3
10	3	0.3	0.3
Sans réponse	139	13.4	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Chine

	Nombre	% total	% valide
Note 1	195	18.8	21.8
2	111	10.7	12.4
3	95	9.2	10.6
4	114	11.0	12.7
5	196	18.9	21.9
6	83	8.0	9.3
7	37	3.6	4.1
8	35	3.4	3.9
9	8	0.8	0.9
10	21	2.0	2.3
Sans réponse	143	13.8	
TOTAL	1038	100	100

Suède

	Nombre	% total	% valide
Note 1	65	6.3	7.6
2	57	5.5	6.7
3	76	7.3	8.9
4	105	10.1	12.3
5	244	23.5	28.6
6	135	13.0	15.8
7	81	7.8	9.5
8	54	5.2	6.3
9	29	2.8	3.4
10	8	0.8	0.9
Sans réponse	184	17.7	
TOTAL	1038	100	100

Algérie

	Nombre	% total	% valide
Note 1	391	37.7	44.2
2	156	15.0	17.6
3	105	10.1	11.9
4	87	8.4	9.8
5	86	8.3	9.7
6	24	2.3	2.7
7	14	1.3	1.6
8	8	0.8	0.9
9	5	0.5	0.6
10	8	0.8	0.9
Sans réponse	154	14.8	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Allemagne

	Nombre	% total	% valide
Note 1	255	24.6	28.5
2	135	13.0	15.1
3	132	12.7	14.7
4	131	12.6	14.6
5	150	14.5	16.8
6	48	4.6	5.4
7	20	1.9	2.2
8	12	1.2	1.3
9	4	0.4	0.4
10	8	0.8	0.9
Sans réponse	143	13.8	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Brésil

	Nombre	% total	% valide
Note 1	290	27.9	34.3
2	172	16.6	20.4
3	151	14.5	17.9
4	105	10.1	12.4
5	87	8.4	10.3
6	15	1.4	1.8
7	9	0.9	1.1
8	8	0.8	0.9
9	3	0.3	0.4
10	5	0.5	0.6
Sans réponse	193	18.6	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Vietnam

	Nombre	% total	% valide
Note 1	85	8.2	9.8
2	56	5.4	6.5
3	82	7.9	9.5
4	82	7.9	9.5
5	172	16.6	19.9
6	125	12.0	14.4
7	98	9.4	11.3
8	92	8.9	10.6
9	32	3.1	3.7
10	42	4.0	4.8
Sans réponse	172	16.6	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Russie

	Nombre	% total	% valide
Note 1	486	46.8	54.7
2	181	17.4	20.4
3	92	8.9	10.3
4	49	4.7	5.5
5	43	4.1	4.8
6	14	1.3	1.6
7	7	0.7	0.8
8	7	0.7	0.8
9	6	0.6	0.7
10	4	0.4	0.4
Sans réponse	149	14.4	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Corée du nord

	Nombre	% total	% valide
Note 1	356	34.3	41.5
2	123	11.8	14.3
3	94	9.1	11.0
4	77	7.4	9.0
5	102	9.8	11.9
6	43	4.1	5.0
7	16	1.5	1.9
8	23	2.2	2.7
9	7	0.7	0.8
10	17	1.6	2.0
Sans réponse	180	17.3	
TOTAL	<i>1038</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Q.19 – Tout bien considéré, estimez-vous que la France a tiré profit ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

	Nombre	% total	% valide
Plutôt oui	192	18.5	19.5
Plutôt non	794	76.5	80.5
Sans réponse	52	5.0	
TOTAL	1038	100	100

Q.20 – On classe habituellement les Français sur une échelle qui va de gauche à droite, de la position 1 qui est la plus à gauche à la position 7 qui est la plus à droite. Vous personnellement, où vous situez-vous sur cette échelle ?

	Nombre	% total	% valide
Gauche			
Position 1	508	48.9	50.0
2	404	38.9	39.8
3	62	6.0	6.1
4	21	2.0	2.1
5	12	1.2	1.2
6	5	0.5	0.5
Droite			
7	4	0.4	0.4
Sans réponse	22	2.1	
TOTAL	1038	100	100

3 – CARACTERISTIQUES
SOCIOLOGIQUES DES ADHERENTS
(Q.21 à Q.27)

Q.21 – Quel est votre sexe ?

	Nombre	% total	% valide
Masculin	691	66.6	66.6
Féminin	347	33.4	33.4
Sans réponse	0	0	
TOTAL	1038	100	100

Q.22 – Quelle est votre année de naissance ? (conversion en classes d'âge)

	Nombre	% total	% valide
Moins de 20 ans	5	0.5	0.5
De 20 à 24 ans	30	2.9	2.9
De 25 à 29 ans	48	4.6	4.6
De 30 à 34 ans	58	5.6	5.6
De 35 à 39 ans	88	8.5	8.5
De 40 à 44 ans	146	14.1	14.1
De 45 à 49 ans	156	15.0	15.0
De 50 à 54 ans	127	12.2	12.2
De 55 à 59 ans	101	9.7	9.7
De 60 à 64 ans	91	8.8	8.8
De 65 à 69 ans	80	7.7	7.7
De 70 à 74 ans	49	4.7	4.7
De 75 à 79 ans	31	3.0	3.0
80 ans et plus	28	2.7	2.7
Sans réponse	0	0	
TOTAL	1038	100	100

Q.23 – Actuellement, exercez-vous une activité professionnelle ?

	Nombre	% total	% valide
Oui, dans un emploi stable (CDI, statut...)	553	53.3	53.5
Oui, dans un emploi précaire (CDD, CES, vacataire...)	44	4.2	4.3
Oui, dans une activité indépendante	20	1.9	1.9
Non, au chômage	50	4.8	4.8
Non, retraité, pré-retraité	323	31.1	31.3
Non, élève, étudiant	22	2.1	2.1
Non, personne au foyer	21	2.0	2.0
Sans réponse	5	0.5	
TOTAL	1038	100	100

Q.24 – Quelle est (ou quelle était en dernier lieu, si vous n’êtes pas actuellement en activité) votre profession ? Indiquez-la avec le plus de précision possible (exemples : magasinier d’usine, professeur de collège, ouvrier spécialisé, mécanicien auto, artisan boulanger, infirmière libérale...)

	Nombre	% total	% valide
Agriculteur exploitant	8	0.8	0.8
Artisan, commerçant, chef d’entreprise	29	2.8	3.0
Profession libérale	7	0.7	0.7
Cadre supérieur administratif ou technique	126	12.1	13.0
Professeur ou assimilé	77	7.4	8.0
Instituteur ou assimilé	82	7.9	8.5
Profession intermédiaire de la santé ou du travail social	46	4.4	4.8
Profession intermédiaire administrative	75	7.2	7.8
Technicien, agent de maîtrise	109	10.5	11.3
Employé de bureau	167	16.1	17.3
Employé de commerce, personnel des services aux particuliers	32	3.1	3.3
Employé (sans précision)	8	0.8	0.8
Ouvrier qualifié	136	13.1	14.1
Ouvrier non qualifié, ouvrier agricole	59	5.7	6.1
Ouvrier (sans précision)	5	0.5	0.5
Sans réponse	72	6.9	
TOTAL	1038	100	100

Q.25 – Travaillez-vous (ou avez-vous travaillé en dernier lieu) dans...

	Nombre	% total	% valide
la fonction publique (Etat, territoriale, hospitalière)	401	38.6	40.6
le secteur public, nationalisé ou d'économie mixte	228	22.0	23.1
le secteur privé	358	34.5	36.3
Sans réponse	51	4.9	
TOTAL	1038	100	100

Q.26 – Quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu ?

	Nombre	% total	% valide
Aucun diplôme	69	6.6	6.7
Le Certificat d'études primaires	142	13.7	13.8
Le BEPC ou le Brevet des collèges	101	9.7	9.8
Le CAP ou le BEP	263	25.3	25.5
Le Baccalauréat ou l'ancien Brevet supérieur	175	16.9	17.0
Un diplôme d'enseignement supérieur	282	27.2	27.3
Sans réponse	6	0.6	
TOTAL	1038	100	100

Q.27 – Voici une sorte d’escalier. La marche 1 correspond à la place la moins élevée dans la société française, la marche 10 à la place la plus élevée. Pouvez-vous indiquer sur quelle marche de cet escalier vous vous placeriez ?

	Nombre	% total	% valide
Bas			
Marche 1	37	3.6	3.7
2	54	5.2	5.4
3	134	12.9	13.5
4	181	17.4	18.2
5	284	27.4	28.6
6	168	16.2	16.9
7	94	9.1	9.5
8	22	2.1	2.2
9	2	0.2	0.2
10	17	1.6	1.7
Haut			
Sans réponse	45	4.3	
TOTAL	1038	100	100

RAPPEL DES PUBLICATIONS PRECEDENTES

Cahier n°1 (janvier 1988) & *Cahier n°2* (mars 1988)

L'élection présidentielle de 1988 - données de base & journée d'étude.

Cahier n°3 (novembre 1988)

Approche politique de la grève en France 1966-1988.

Cahier n°4 (juin 1989) *

Crise et radicalisation politique - années 30/années 80.

Cahier n°5 (novembre 1989) *

Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe.

Numéro spécial (septembre 1990)*

L'électeur français en questions - tableaux de résultats.

Cahier n°6 (février 1991)

Le vote écologiste : évolutions et structures.

Numéro spécial (novembre 1991 remplacé par numéro d'octobre 95)

Les électorsats sous la Ve république - données d'enquête.

Cahier n°7 (mars 1992)

Conflictualité en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux.

Cahier n°8 (décembre 1992) *

Changement social, changement politique à Aulnay-sous-bois.

Pré-actes du colloque tomes 1,2 et bibliographie (mars 1993)

L'engagement politique : déclin ou mutation.

Cahier n°9 (juin 1993)

Le modèle français de production de la loi. Première contribution à une recherche sur la régulation politique de la famille.

Cahier n°10 (juin 1994)

Les associations dans la société française : un état des lieux.

Cahier n°11 (décembre 1994)

Matinée d'étude du CEVIPOF du 27 mai 1994 : les syndicats européens et les élections européennes.

Cahier n°12 (février 1995)

Attitudes politiques des agriculteurs. Analyses & commentaires.

Cahier n°13 (septembre 1995)

Les collectifs anti-front national.

Cahier n°14 (décembre 1995)

L'espace politique en milieu rural. " Les maires des communes de moins de 10 000 habitants ".

Cahier n°15 (juin 1996)

La famille dans la construction de l'Europe politique.

Actes du colloque. L'Europe des familles, Paris, CNRS, 17-18 novembre 1995.

Cahier n°16 (mai 1997)**

La république aujourd'hui : mythe ou processus ?

Cahier n°17 (juin 1997)**

Les énarques en cabinets : 1984 - 1996.

Cahier n°18 (novembre 1997)**

La citoyenneté - le libéralisme - la démocratie.

Cahier n°19 (mai 1998)**

Le dialogue national pour l'Europe - « Un débat européen à l'épreuve des réalités locales ».

Cahier n°20 (août 1998)**

Le Racisme – le Multiculturalisme.

Cahier n°21 (janvier 1999)**

Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : Une évolution inévitable ? Irréversible ?

Cahier n°22 (janvier 1999)**

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation.

Cahier n°23 (mai 1999)**

Les Adhérents Socialistes en 1998

Cahier n°24 (mai 1999)**

Les Attitudes Politiques des Fonctionnaires – vingt ans d'évolution.

Cahier n°25 (septembre 1999)**

Le Front national en Bretagne occidentale – Sociologie politique et géographie locale du vote FN.

Cahier n°26 (janvier 2000)**

Les préfets de la République 1870 - 1997.

* Ces cahiers sont épuisés

** Vous pouvez télécharger ces cahiers gratuitement sur notre site internet

<http://www.msh-paris.fr/centre/cevipof>